



**Aktivitäten und Erfolge 2012**  
**Activités et succès 2012**



## Sommaire

Avant-propos du président	6
Organisation et activité	8
Economie et marché du travail	12
Politique de l'égalité	18
Politique sociale	22
Politique des étrangers	26
Politique énergétique	28
Politique extérieure	28
Finances et service public	30
Politique de formation	32
Activité parlementaire	34
Votations fédérales	36
Information et relations publiques	38
Institut de formation ARC	40
Oeuvre d'entraide Brücke • Le pont	42
Représentations de Travail.Suisse	44
Effectif des membres des organisations affiliées	46
Adresses	48

## Inhalt

Vorwort des Präsidenten	7
Organisation und Tätigkeit	9
Wirtschaft und Arbeitsmarkt	13
Gleichstellungspolitik	19
Sozialpolitik	23
Ausländerpolitik	27
Energiepolitik	29
Aussenpolitik	29
Finanzen und Service public	31
Bildungspolitik	33
Parlamentsarbeit	35
Eidgenössische Abstimmungen	37
Informations- und Öffentlichkeitsarbeit	39
Bildungsinstitut ARC	41
Hilfswerk Brücke • Le pont	43
Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen	45
Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen	47
Adressen	49

## A propos de nous

Travail.Suisse est une organisation  
faitière indépendante qui regroupe  
environ 150 000 travailleurs et  
travailleuses en Suisse.

Travail.Suisse défend les  
intérêts de ses membres  
sur le plan de la politique  
et de l'économie. Dans ce  
contexte, des conditions  
cadres garantissant aux

travailleurs et travailleuses de bonnes conditions de travail, une solide formation initiale et continue et une couverture sociale fiable sont son objectif premier.

Le marché du travail, la politique sociale et les assurances sociales, la formation initiale et continue, la conciliation du travail et de la famille, la politique financière et fiscale, la politique énergétique et environnementale ainsi que la politique migratoire sont **les thèmes sur lesquels Travail.Suisse focalise surtout ses activités.**

**Travail.Suisse agit en toute autonomie et est neutre sur le plan politique.** Travail.Suisse entretient d'étroites relations avec le gouvernement et les autorités, le Parlement et les partis ainsi qu'avec d'autres associations économiques.

**Travail.Suisse souscrit au partenariat social.** Un partenariat cohérent entre les travailleurs et travailleuses et les employeurs est une condition essentielle à la stabilité de notre pays. Le dialogue au lieu de la confrontation, telle est la devise de Travail.Suisse.

**Travail.Suisse se penche en temps utile sur les thèmes importants pour les travailleurs et travailleuses et son apport suit toutes les étapes du processus politique.** Dans cette démarche, l'organisation s'appuie sur un échange de vues avec les fédérations affiliées.

Travail.Suisse siège dans des groupes d'experts et des commissions extra-parlementaires et se prononce, dans le cadre de procédures de consultation, sur toutes les modifications de loi qui concernent les travailleurs et travailleuses. Travail.Suisse étaye cette activité par un travail de relations publiques soutenu.

**Travail.Suisse a la capacité de lancer des initiatives et des référendums.** L'organisation dispose ainsi d'instruments d'intervention qui ne peuvent être ignorés.

**Les organisations suivantes sont affiliées à Travail.Suisse:** Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Fédération des Associations de Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses hes-ch, Fédération suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE, Association romande des logopédistes diplômés ARLD, Association du personnel fedpol, Employés Droguistes Suisse, Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es de Suisse VUCAS.

## In eigener Sache

**Travail.Suisse vertritt die Interessen der Mitgliedsverbände in Politik und Wirtschaft.** Dabei sind Rahmenbedingungen das oberste Ziel, welche den Arbeitnehmenden gute Arbeitsbedingungen, eine solide Aus- und Weiterbildung und eine verlässliche soziale Absicherung gewährleisten.

**Travail.Suisse ist vor allem aktiv zu den Themen** Arbeitsmarkt, Sozialpolitik und Sozialversicherungen, Aus- und Weiterbildung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Finanz- und Steuerpolitik, Energie- und Umweltpolitik sowie Migrationspolitik.

**Travail.Suisse handelt unabhängig und ist keiner Partei verpflichtet.** Travail.Suisse pflegt enge Beziehungen zu Regierung und Behörden, Parlament und Parteien sowie anderen Wirtschaftsverbänden.

**Travail.Suisse bekennt sich zur Sozialpartnerschaft.** Eine gut funktionierende Partnerschaft zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden ist eine zentrale Voraussetzung für die Stabilität unseres Landes. Dialog statt Konfrontation lautet die Devise von Travail.Suisse.

**Travail.Suisse greift arbeitnehmerrelevante Themen frühzeitig auf und gestaltet sie über alle Etappen des politischen Prozesses mit.** Die Organisation stützt sich dabei auf den intensiven Meinungsaustausch mit ihren Mitgliedsverbänden.

**Travail.Suisse hat Einsitz in Expertengruppen und ausserparlamentarischen Kommissionen und nimmt im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu allen arbeitnehmerrelevanten Gesetzesänderungen Stellung.** Travail.Suisse verstärkt diese Arbeit durch konsequente Öffentlichkeitsarbeit.

**Travail.Suisse ist initiativ- und referendumsfähig.**

Damit verfügt die Organisation über Handlungsinstrumente, die nicht ignoriert werden können.

**Travail.Suisse ist der unabhängige Dachverband von rund 150 000 Arbeitnehmenden in der Schweiz.**

**Travail.Suisse hat folgende Organisationen als**

**Mitglieder:** Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Schweizer Verband der Fachhochschuldozierenden fh-ch, Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE, Association romande des logopédistes diplômés ARLD, Personalverband fedpol, Angestellte Drogisten Suisse, Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS.

## Avant-propos du président



**2012 a été pour Travail.Suisse une année remarquable.** Nous l'avons brillamment entamée avec la campagne en faveur de notre initiative «6 semaines de vacances pour tous» et l'avons terminée en célébrant nos 10 ans d'existence par une petite et agréable fête au Palais fédéral.

L'événement le plus marquant de l'année 2012 pour Travail.Suisse a été la votation concernant notre initiative «6 semaines de vacances pour tous». Bien que le résultat des urnes ne corresponde pas à nos attentes et sou-

haits, cette initiative a eu dans l'ensemble quelques effets positifs. D'une part, elle a permis de mettre en évidence la (trop) lourde pression que subissent les travailleurs et travailleuses sur leur lieu de travail, donc d'attirer l'attention du public et des politiques sur cette situation. D'autre part, nous avons démontré avec cette initiative et notre campagne bien en vue que Travail.Suisse est capable de lancer une initiative et de faire campagne. Un élément qui n'est pas sans influencer sur l'ensemble du travail politique de Travail.Suisse. De plus, cette initiative nous a permis à tous, donc aussi aux organisations affiliées à Travail.Suisse, d'être très présents dans la rue et d'être en contact direct avec de nombreuses personnes. Travail.Suisse et les fédérations affiliées y ont ainsi gagné en renom et visibilité. Cela n'a été possible que grâce au dévouement inlassable de nombre de collègues au sein des organisations affiliées et des régions, qu'il s'agisse de la récolte de signatures ou de la campagne qui a précédé la votation. Je les remercie de tout cœur!

Outre l'événement majeur qu'a été la campagne en vue de cette votation, un énorme travail a été four-

ni autour de nombreux autres thèmes et quelques beaux succès ont été enregistrés. En introduisant la responsabilité solidaire dans le cadre des mesures d'accompagnement relatives à la libre circulation des personnes, le Parlement a fait un grand pas – ce que nous demandions depuis longtemps – en direction d'une protection efficace des salaires en Suisse. Quant à la prévoyance vieillesse, nous avons constaté avec satisfaction que nos demandes de rentes stables et de réduction massive des bénéfices des compagnies d'assurances vie ont été entièrement prises en compte par le Conseil fédéral dans les réformes envisagées. En matière de politique de formation, l'engagement de longue haleine de Travail.Suisse en faveur de la formation de rattrapage – donc l'obtention d'un diplôme professionnel par des travailleurs et travailleuses adultes – a porté ses fruits. La Confédération a décidé d'inscrire l'encouragement actif de la formation de rattrapage dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté. Au cours de la Conférence sur les places d'apprentissage, les partenaires sociaux, avec les cantons et la Confédération, ont pris en compte l'encouragement de la formation de rattrapage dans leur stratégie visant à contrer la pénurie de main-d'œuvre.

L'Assemblée des délégué·e·s a entériné en mai l'adhésion à notre organisation de la Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE. J'en suis très heureux, car cela met en évidence l'attrait qu'exerce Travail.Suisse auprès d'associations qui n'étaient pas affiliées jusqu'à présent. Les délégué·e·s ont en outre reconduit Josiane Aubert, conseillère nationale, dans sa fonction de vice-présidente et élu Eric Dubuis de Hotel & Gastro Union nouveau vice-président. En me réalisant président de Travail.Suisse, les délégué·e·s m'ont témoigné une fois encore leur pleine confiance.

C'est un grand honneur pour moi et je suis déterminé à assumer ce mandat en m'investissant en faveur d'une politique cohérente, menée en toute indépendance par Travail.Suisse.

A la fin de l'année, le 12.12.12, nous avons fêté, en compagnie de nombreux membres du Parlement fédéral, les 10 ans d'existence de Travail.Suisse. J'ai tout particulièrement apprécié les souhaits de bienvenue de Ruedi Lustenberger, conseiller national et bientôt président du Conseil national, et son allocution dans laquelle il a souligné l'estime dont jouit Travail.Suisse en raison de son attitude sur le plan du partenariat social. Un bref aperçu de ces dix années montre que Travail.Suisse a désormais un solide ancrage dans le monde politique suisse et qu'en abordant de nombreux thèmes, notre organisation a constamment endossé un rôle dirigeant, qui lui réussit, dans le processus politique – cela va des allocations pour enfants aux bénéfices excessifs des compagnies d'assurances vie, en passant par la formation continue, la prévoyance professionnelle et la pression sur le lieu de travail.

**Au vu de cette histoire de 10 ans déjà couronnés de succès, il est incompréhensible pour nous qu'Employés Suisse ait quitté Travail.Suisse pour la fin 2012 pour poursuivre une voie solitaire. Forts de nos convictions, nous souhaitons continuer d'apporter notre pierre à l'édifice qu'est la Suisse et poursuivre les objectifs que nous nous sommes fixés lors du Congrès 2011.** Nous sommes tributaires du soutien de toutes les organisations affiliées et de l'investissement au quotidien de nombre de nos collègues. Je suis persuadé qu'un tel engagement va apporter à Travail.Suisse encore de nombreux succès.

Martin Flügel, Président

## Vorwort des Präsidenten

**Das Jahr 2012 war für Travail.Suisse ein herausragendes Jahr.** Wir sind mit der Kampagne für unsere Initiative «6 Wochen Ferien für alle» fulminant gestartet und haben im Dezember mit einem kleinen, aber feinen Anlass im Bundeshaus unser 10-Jahre-Jubiläum begehen können.

Das wichtigste Ereignis des Jahres 2012 war für Travail.Suisse die Abstimmung über unsere Initiative «6 Wochen Ferien für alle». Auch wenn das Abstimmungsergebnis selbstverständlich nicht unseren Wünschen und Hoffnungen entspricht, hat die Initiative insgesamt einiges bewirkt. Zum einen ist es gelungen, die Diskussion über die hohe Belastung, ja Überlastung am Arbeitsplatz anzustossen, und zwar in der Öffentlichkeit und im Bundeshaus. Zum anderen haben wir mit der Initiative und mit der gut sichtbaren Kampagne bewiesen, dass Travail.Suisse initiativ- und kampagnefähig ist. Kein unwesentlicher Faktor für die gesamte politische Arbeit von Travail.Suisse. Im Weiteren hat die Initiative uns allen, also auch den Mitgliedsverbänden von Travail.Suisse, eine starke Präsenz auf der Strasse und den direkten Kontakt mit vielen Menschen ermöglicht. Travail.Suisse und die Mitgliedsverbände haben an Bekanntheit und an Profil gewonnen. Das alles war nur möglich dank eines riesigen Engagements von der Unterschriftensammlung bis zur Abstimmungskampagne von ganz vielen Kolleginnen und Kollegen in allen Mitgliedsverbänden und Regionen. Ihnen allen danke ich ganz herzlich!

Neben dem Grossereignis der Abstimmungskampagne wurde selbstverständlich auch bei vielen anderen Themen grosse Arbeit geleistet und es wurden auch einige schöne Erfolge errungen. So hat das Parlament bei den flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr mit der Einführung der Solidarhaftung einen von uns seit langem geforder-

ten, bemerkenswerten Schritt hin zu einem wirkungsvollen Schutz der Löhne in der Schweiz gemacht. In der Altersvorsorge haben wir mit Genugtuung festgestellt, dass unsere Forderungen nach stabilen Renten einerseits und für eine massive Reduktion der Gewinne der Lebensversicherungen andererseits vom Bundesrat voll und ganz in die Reformpläne für die Altersvorsorge aufgenommen worden sind. In der Bildungspolitik hat sich dieses Jahr der langjährige Einsatz von Travail.Suisse für die Nachholbildung, also den Berufsabschluss von erwachsenen Arbeitnehmenden, ausbezahlt. Der Bund hat die aktive Förderung der Nachholbildung in seiner Armutsstrategie beschlossen und die Sozialpartner haben die Förderung der Nachholbildung zusammen mit den Kantonen und dem Bund an der Lehrstellenkonferenz in ihre Strategie gegen den Fachkräftemangel aufgenommen.

An der Delegiertenversammlung im Mai konnten wir den Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE neu aufnehmen. Das freut mich sehr, weil es die Attraktivität von Travail.Suisse für bisher ungebundene Verbände aufzeigt. Zudem haben die Delegierten Nationalrätin Josiane Aubert als Vizepräsidentin bestätigt und Eric Dubuis von der Hotel & Gastro Union zum neuen Vizepräsidenten erkoren. Mit meiner Wiederwahl zum Präsidenten von Travail.Suisse haben mir die Delegierten ein weiteres Mal grosses Vertrauen entgegengebracht. Das ist für mich eine grosse Ehre und Auftrag, mich weiterhin für eine starke und eigenständige Politik von Travail.Suisse einzusetzen.

Zum Jahresabschluss haben wir am 12.12.12 gemeinsam mit vielen Mitgliedern des eidgenössischen Parlaments das 10-Jahre-Jubiläum von Travail.Suisse gefeiert. Besonders gefreut hat mich, dass uns Nationalrat Ruedi Lustenberger als kommender Natio-

nalratspräsident begrüsst und mit seiner Ansprache die Wertschätzung für die sozialpartnerschaftliche Haltung von Travail.Suisse zum Ausdruck gebracht hat. Ein kleiner Rückblick auf diese zehn Jahre zeigt, dass sich Travail.Suisse als feste Grösse in der Schweizer Politik etabliert und mit vielen Themen – von den Kinderzulagen über die Weiterbildung bis hin zu den überrissenen Gewinnen der Lebensversicherungen in der beruflichen Vorsorge und der Belastung am Arbeitsplatz – immer wieder eine erfolgreiche Führungsrolle im politischen Prozess eingenommen hat.

**Angesichts der zehnjährigen Erfolgsgeschichte ist es für uns unverständlich, dass Angestellte Schweiz Travail.Suisse per Ende 2012 verlassen haben, um alleine ihren Weg zu gehen. Wir hingegen wollen weiterhin die Schweiz nach unseren Vorstellungen mit gestalten und die Ziele verfolgen, die wir am Kongress 2011 beschlossen haben.** Dazu braucht es die Unterstützung von allen Mitgliedsverbänden und den täglichen Einsatz von vielen Kolleginnen und Kollegen. Gerade wegen diesem grossen Engagement bin ich überzeugt, dass Travail.Suisse auch in Zukunft viele Erfolge feiern wird.

Martin Flügel, Präsident

## Travail.Suisse fête ses 10 ans d'existence

### Assemblée des délégué-e-s: sous le signe des élections

Chaque Assemblée des délégué-e-s qui suit les élections fédérales élit le président et les membres du Comité de Travail.Suisse. Pour cette raison, les élections ont été un point central traité par l'Assemblée des délégué-e-s le 11 mai 2012 à Berne. Les délégué-e-s ont reconduit le mandat de Martin Flügel, président et celui de la conseillère nationale Josiane Aubert, vice-présidente. Par contre, Meinrado Robbiani, qui a renoncé à une nouvelle candidature au Conseil national, a démissionné de la vice-présidence de Travail.Suisse. Il n'a pas encore été possible de désigner la personne qui va lui succéder. Quant au mandat de vice-président assumé par un membre d'une des organisations affiliées, qui devient le suppléant du président en cas d'absence de ce dernier, il est confié à Eric Dubuis de Hotel & Gastro Union. Eric Dubuis remplace dans cette fonction Kurt Regotz de Syna. Les délégué-e-s ont en outre ratifié la nomination des personnes proposées par les fédérations pour leur représentation au Comité de Travail.Suisse.

L'Assemblée des délégué-e-s a également décidé d'accéder à la demande d'affiliation à Travail.Suisse de la Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE.

Le thème au centre des délibérations de l'assemblée était l'encadrement de parents et proches et les soins dispensés, une dimension nouvelle en matière de conciliation famille-profession. Le Prof. Dr Iren Bischofberger, cheffe de projet chez Careum F+E, Kalaidos Fachhochschule Gesundheit, a mis en évidence les défis auxquels les travailleurs et travailleuses

doivent faire face dans leurs tâches d'encadrement de proches. Elle a insisté sur le fait que l'encadrement de parents adultes, malades ou handicapés et les soins à dispenser requièrent beaucoup de temps et qu'il est difficile de les prévoir. En outre, ces tâches ne bénéficient pas de l'attention sociale que reçoit l'encadrement d'enfants en bonne santé.

En écho à l'exposé de Madame Bischofberger, Valérie Borioli Sandoz a présenté les exigences de Travail.Suisse en rapport avec le travail de care assumé par les travailleurs et travailleuses. Ces exigences englobent le temps requis par une telle tâche, un soutien financier approprié et la mise à disposition de l'infrastructure indispensable. Les délégué-e-s ont adopté à l'unanimité une résolution relative à ces exigences. C'est aussi à l'unanimité qu'elle a adopté une seconde résolution demandant au Parlement d'adopter des mesures d'accompagnement strictes dans le cadre de la libre circulation des personnes, à savoir la responsabilité solidaire d'une entreprise générale envers toute la chaîne de ses sous-traitants et l'augmentation dissuasive et douloureuse des amendes administratives.

### Comité: adieu à Jean-Pierre Monti

Le Comité de Travail Suisse a rendu hommage en 2012 à un de ses membres les plus actifs, Jean-Pierre Monti, décédé subitement le lundi de Pâques. Depuis 2007, il représentait au Comité de Travail.Suisse l'AP fedpol et d'autres fédérations plus petites. Très engagé, compétent et toujours avec un brin d'humour, il avait

défendu avec brio les intérêts des petites associations au cours de ces dernières années.

Les membres suivants ont siégé au Comité en 2012: Martin Flügel (président); la conseillère nationale Josiane Aubert (vice-présidente), l'ancien conseiller national Meinrado Robbiani (vice-président); Kurt Regotz (vice-président), Eric Dubuis, Hanspeter Göldi et Urs Masshardt (tous Hotel & Gastro Union); Chantal Hayoz Clément, Sabine Hunger (à partir d'août 2012), Arno Kerst, Sandra Leis (jusqu'à fin juin 2012), Joël Mugny (tous Syna); Robert Métrailler et Janine Wicki (les deux transfair); Stefan Studer et Benno Vogler (les deux Employés Suisse); Lorenzo Jelmini (OCST); Bertrand Zufferey (SCIV, jusqu'à fin mai 2012); Gaston Wolf (hes-ch); Paul Mösch (FPE, depuis le 1er juillet 2012); Emil Hauser (associations régionales Suisse alémanique, jusqu'à fin mai 2012); Rudolf Henes (associations régionales Suisse alémanique, depuis juin 2012). Ont en outre pris part aux réunions (sans droit de vote) Michèle Kaufmann-Meyer (ARLD) et Franziska Theiler (organisation d'entraide Brücke • Le pont).

Le Comité a traité entre autres les thèmes suivants dans ses neuf séances: initiative «6 semaines de vacances pour tous», loi sur les étrangers, loi sur la formation continue, formation de rattrapage, travail du dimanche et de nuit, loi sur le travail, mesures d'accompagnement en lien avec la libre circulation des personnes, salaires des managers, congé paternité, dialogue sur l'égalité des salaires, politique familiale, politique fiscale et financière. Il a aussi pris des décisions sur diverses questions internes à l'organisation et sur les représentations dans les commissions extra-parlementaires et les institutions de par-



## Travail.Suisse feiert das 10-jährige Bestehen

### Delegiertenversammlung: Im Zeichen der Wahlen

Jeweils an der Delegiertenversammlung, die auf die eidgenössischen Wahlen folgt, werden das Präsidium und der Vorstand von Travail.Suisse gewählt. Die Wahlen waren deshalb ein zentraler Punkt der Delegiertenversammlung vom 11. Mai 2012 in Bern. Martin Flügel wurde von den Delegierten für eine weitere Amtsperiode im Amt als Präsident bestätigt. Wiedergewählt wurde auch Nationalrätin Josiane Aubert als Vizepräsidentin. Meinrado Robbiani, der auf eine Wiederkandidatur in den Nationalrat verzichtet hatte, gab sein Amt als Vizepräsident hingegen ab. Seine Nachfolge konnte noch nicht bestimmt werden. Das Amt jenes Vizepräsidenten, der aus den Reihen der Mitgliedsverbände kommt und im Falle eines Ausfalls des Präsidenten dessen Stellvertretung übernimmt, wird bis 2014 Eric Dubuis von der Hotel & Gastro Union wahrnehmen. Er löst in dieser Funktion Kurt Regotz von der Syna ab. Die Delegiertenversammlung ratifizierte im Weiteren die Wahlvorschläge der Verbände bezüglich ihrer Vertretung im Vorstand von Travail.Suisse.

Die Delegiertenversammlung beschloss zudem, dem Antrag des Verbands der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE auf Mitgliedschaft bei Travail.Suisse stattzugeben.

Thematisch war die Delegiertenversammlung der Betreuung und Pflege von Eltern und Angehörigen als neue Dimension der Vereinbarkeit von Familie und Beruf gewidmet. Gastreferentin Prof. Dr. Iren Bischofberger, Projektleiterin bei Careum F+E, Kalaidos Fachhochschule Gesundheit, zeigte auf, vor welche

Herausforderungen Arbeitnehmende, die gegenüber Angehörigen Betreuungsaufgaben übernehmen, gestellt werden. Sie wies insbesondere darauf hin, dass die Betreuung und Pflege von erwachsenen, kranken oder behinderten Angehörigen sehr aufwändig und wenig voraussehbar ist und zudem weit weniger gesellschaftliche Aufmerksamkeit geniesst als die Betreuung von gesunden Kindern.

Im Anschluss an das Referat von Frau Bischofberger präsentierte Valérie Borioli Sandoz die Forderungen von Travail.Suisse bezüglich der Care-Arbeit von Arbeitnehmenden. Dazu gehört insbesondere die Forderung nach der nötigen Zeit, nach einer entsprechenden finanziellen Unterstützung und der Bereitstellung der nötigen Infrastruktur. Die Delegierten verabschiedeten einstimmig eine Resolution zu diesen Forderungen. Ohne Gegenstimme stimmten sie auch einer zweiten Resolution zu, welche vom Parlament griffige flankierende Massnahmen zum freien Personenverkehr forderte, namentlich die Solidarhaftung des Generalunternehmens gegenüber seiner gesamten Subunternehmerkette und die Erhöhung der Verwaltungsbussen auf ein Niveau, das schmerzt und abschreckt.

### Vorstand: Abschied von Jean-Pierre Monti

Der Vorstand von Travail.Suisse musste 2012 von einem seiner aktivsten Mitglieder Abschied nehmen. Am Ostermontag verstarb unerwartet Jean-Pierre Monti, der seit 2007 den PV fedpol und die anderen kleineren Mitgliedsverbände im Vorstand von Travail.Suisse vertrat. Enga-

giert, sachverständig und immer mit einer Prise Humor hatte sich Jean-Pierre Monti in den letzten Jahren für die Interessen der kleinen Verbände stark gemacht.

Folgende Mitglieder wirkten 2012 im Vorstand mit: Martin Flügel (Präsident); Nationalrätin Josiane Aubert (Vizepräsidentin), alt Nationalrat Meinrado Robbiani (Vizepräsident); Kurt Regotz (Vizepräsident), Eric Dubuis, Hanspeter Göldi und Urs Masshardt (alle Hotel & Gastro Union); Chantal Hayoz Clément, Sabine Hunger (ab August 2012), Arno Kerst, Sandra Leis (bis Ende Juni 2012), Joël Mugny (alle Syna); Robert Métrailler und Janine Wicki (beide transfair); Stefan Studer und Benno Vogler (beide Angestellte Schweiz); Lorenzo Jelmini (OCST); Bertrand Zufferey (SCIV, bis Ende Mai 2012); Gaston Wolf (fh-ch); Paul Möschi (VPE, seit 1. Juli 2012); Emil Hauser (regionale Vereinigungen Deutschschweiz, bis Ende Mai 2012); Rudolf Henes (regionale Vereinigungen Deutschschweiz, ab Juni 2012), An den Zusammenkünften nahmen zudem jeweils (ohne Stimmrecht) auch Michèle Kaufmann-Meyer (ARLD) und Franziska Theiler (Hilfswerk Brücke • Le pont) teil.

Inhaltlich befasste sich der Vorstand an seinen neun Sitzungen unter anderem mit folgenden Themen: Initiative «6 Wochen Ferien für alle», Ausländergesetz, Weiterbildungsgesetz, Nachholbildung, Sonntags- und Nachtarbeit, Arbeitsgesetz, flankierende Massnahmen zum freien Personenverkehr, Managerlöhne, Vaterschaftsurlaub, Lohngleichheitsdialog, Familienpolitik, Steuer- und Finanzpolitik. Zudem entschied er über diverse verbandsinterne Geschäfte und die Vertretungen in den ausserparlamentarischen Kommissionen und Sozialpartnerinstitutionen. Er fasste im Weiteren die Parolen zu den

tenariat social. Il a également rédigé les consignes de vote dans le cadre des votations du 17 juin 2012 relatives à l'initiative populaire « Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement », à l'initiative populaire « Pour le renforcement des droits populaires dans la politique étrangère (accords internationaux: la parole au peuple!) » et à la modification de la loi fédérale sur l'assurance maladie (Managed Care) et également dans le cadre de la votation du 23 septembre relative à la promotion de la formation musicale des jeunes, à l'initiative populaire « Protection contre le tabagisme passif » et à l'initiative populaire « Sécurité du logement à la retraite ». Le Comité avait déjà donné en 2011 ses consignes de vote en lien avec la votation du 11 mars 2012. Le Comité a consacré ses deux journées de séance spéciale, qui se sont déroulées à Bienne en février, à son fonctionnement et sa méthode de travailler.

Le 12 décembre 2012, au cours d'un apéritif au Palais fédéral, le Comité a fêté, en compagnie d'invités membres des fédérations et de nombreux parlementaires, les dix ans d'existence de Travail.Suisse.

**Bureau exécutif:  
la continuité garante  
de succès**

Voici la composition du bureau exécutif en 2012: Martin Flügel (Président), Erich Tschirky (Responsable des finances), Susanne

Blank (Responsable de la politique économique), Valérie Borioli Sandoz (Responsable de la politique de l'égalité), Matthias Kuert Killer (Responsable de la politique sociale), Eva Linder (Responsable des campagnes jusqu'à fin août 2012), Therese Schmid (Responsable des relations publiques), Denis

Torche (Responsable de la politique migratoire, de la politique environnementale, fiscale et financière), Bruno Weber-Gobet (Responsable de la politique de formation) et Angela Zihler (Cheffe de projet « Formation professionnelle »).

Sur le plan administratif, le bureau exécutif a été épaulé par Maja Tanner (jusqu'à fin août 2012) puis par Aline Meyer qui lui a succédé (dès août 2012) ainsi que par Chantal Gagnebin.

Dans le cadre d'un stage, Stéphanie Bäumlér s'est occupée du suivi des chiffres récents en rapport avec les salaires des managers des plus importantes entreprises suisses cotées en bourse.

Johanna Weidtmann a épaulé le bureau exécutif dans diverses tâches en lien avec l'initiative « 6 semaines de vacances pour tous », en particulier en actualisant le calculateur de vacances.



*Martin Flügel, Président*

*Martin Flügel, Präsident*



*Susanne Blank,  
Responsable Politique  
économique*

*Susanne Blank,  
Leiterin Wirtschaftspolitik*



*Matthias Kuert Killer,  
Responsable Politique sociale*

*Matthias Kuert Killer,  
Leiter Sozialpolitik*

Abstimmungen vom 17. Juni 2012 zur Volksinitiative «Eigene vier Wände dank Bausparen», zur Volksinitiative «Für die Stärkung der Volksrechte in der Aussenpolitik (Staatsverträge vors Volk)» und zur Änderung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (Managed Care) und zur Abstimmung vom 23. September zur Jugendmusikförderung, zur Volksinitiative «Schutz vor Passivrauchen» und zur Volksinitiative «Sicheres Wohnen im Alter». Die Stimmempfehlungen zur Abstimmung vom 11. März 2012 hatte der Vorstand bereits 2011 beschlossen. An seiner zweitägigen Klausursitzung im Februar in Biel widmete sich der Vorstand seiner Arbeitsweise.

Am 12. Dezember 2012 feierte der Vorstand mit weiteren Gästen aus den Verbänden und zahlreichen Mitgliedern des eidgenössischen Parlaments bei einem Apéro im Bundeshaus das 10-jährige Bestehen von Travail.Suisse.

### Geschäftsleitung: Erfolg durch Kontinuität

Die Geschäftsleitung setzte sich 2012 wie folgt zusammen: Martin Flügel (Präsident), Erich Tschirky (Finanzverantwortlicher), Susanne Blank (Leiterin Wirtschaftspolitik), Valérie Borioli Sandoz (Leiterin Gleichstellungspolitik), Matthias Kuert Killer (Leiter Sozialpolitik), Eva Linder (Kampagnenleiterin, bis Ende August 2012), Therese Schmid (Leiterin Öffentlichkeitsarbeit), Denis Torche (Leiter Ausländerpolitik, Umweltpolitik, Steuer- und Finanzpolitik), Bruno Weber-Gobet (Leiter Bildungspolitik) und Angela Zihler (Projektleiterin «Berufsbildung»).

In administrativer Sicht wurde die Geschäftsleitung durch Maja Tanner (bis Ende August 2012) und ihre Nachfolgerin Aline Meyer (ab August 2012) sowie Chantal Gagnebin unterstützt.

Stéphanie Bäumler arbeitete im Rahmen eines Praktikums die neusten Zahlen in Bezug auf die Löhne der Manager der grössten börsenkotierten Schweizer Unternehmen auf. Johanna Weidmann unterstützte die Geschäftsstelle bei verschiedenen Aufgaben im Zusammenhang mit der Initiative «6 Wochen Ferien für alle», vor allem bei der Aktualisierung des Ferienrechners.



*Valérie Borioli Sandoz,  
Leiterin Gleichstellungspolitik*

*Valérie Borioli Sandoz,  
Responsable Politique d'égalité*



*Bruno Weber,  
Leiter Bildungspolitik*

*Bruno Weber,  
Responsable Politique  
de formation*



*Therese Schmid,  
Leiterin Öffentlichkeitsarbeit*

*Therese Schmid,  
Responsable Relations  
publiques*



*Denis Torche,  
Responsable Politique de  
migration, Politique extérieure,  
Politique financière et fiscale,  
Politique environnementale et  
d'énergie*

*Denis Torche, Leiter Migra-  
tionspolitik, Aussenpolitik,  
Steuer- und Finanzpolitik,  
Umwelt- und Energiepolitik*



*Erich Tschirky,  
Finanzverantwortlicher*

*Erich Tschirky,  
Responsable des finances*

## Economie et marché du travail

### «Le meilleur programme anti-stress»

**L'économie suisse continue sur sa lancée malgré un contexte international agité**

En 2012, l'économie suisse a continué sur sa lancée, malgré la tourmente économique mondiale. La croissance économique a de nouveau dépassé un pour cent, alors que la situation conjoncturelle de l'Europe s'est aggravée et que l'économie des Etats-Unis stagne. Deux évolutions, opposées l'une à l'autre, persistent au sein de l'économie suisse. D'une part, l'industrie d'exportation et le tourisme ont lutté contre une demande extérieure affaiblie et contre le franc, resté fort malgré l'introduction d'un cours plancher, d'autre part, les activités domestiques, la construction et le commerce de détail, qui s'est relevé, vont bien. Ces bons résultats sont attribuables essentiellement à la forte consommation privée, étayée par une immigration constamment élevée.

**Chômage en hausse et déplafonnement du pour cent de solidarité**

En 2012, le taux de chômage a été de 2.9 pour cent en Suisse. A vrai dire, la situation sur le marché du travail s'est quelque peu assombrie vers la fin de l'année et le taux de chômage s'élevait alors à 3.3 pour cent. L'augmentation, due à la révision de la loi sur l'assurance chômage, du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a été moins forte que prévue l'an passé. La raison principale est que la plupart des personnes arrivées en fin de droit ne se sont pas immédiatement adressées à l'aide sociale, qu'elles ont tout d'abord puisé dans leurs réserves financières et se sont appuyées sur leur entourage familial. Cependant, l'assombrissement annoncé sur le marché du travail va entraîner à moyen terme une augmentation du nombre de bénéficiaires de l'aide

En moyenne annuelle, le taux de chômage a été de 2.9 pour cent en Suisse. A vrai dire, la situation

sociale. Travail.Suisse a salué la décision du Parlement, prise au cours de sa session d'hiver, de prélever le pour cent de solidarité à partir d'un salaire de 126000 francs et de ne pas fixer de limite. Ce «déplafonnement» va permettre au fonds de l'assurance chômage d'engranger chaque année 90 millions de francs supplémentaires destinés au désendettement. Le Parlement a ainsi quand même satisfait, après coup, à une importante demande de Travail.Suisse, soumise dans le cadre de la 4e révision de la loi sur l'assurance chômage.

**Mesures d'accompagnement pour lutter contre l'indépendance fictive et les chaînes de sous-traitants**

Le rapport sur l'application des mesures d'accompagnement 2011 a montré que le nombre des



Angela Zihler, Projektleiterin  
Berufsbildung

Angela Zihler, Cheffe de projet  
formation professionnelle



Chantal Gagnebin,  
Administration



Aline Meyer, Administration

Wirtschaft und Arbeitsmarkt

## Timeout statt Burnout

### Schweizer Wirtschaft behauptet sich trotz schwierigem internationalen Umfeld

Im Jahr 2012 behauptete sich die schweizerische Volkswirtschaft in schwierigem weltwirtschaftlichen Umfeld gut. Das Wirtschaftswachstum lag weiterhin bei über einem Prozent, trotz der verschlechterten Konjunkturlage Europas und der schleppenden US-Wirtschaft. Innerhalb der Schweizer Volkswirtschaft blieben die zwei gegenläufigen Entwicklungen bestehen. Einerseits kämpften die Exportindustrie und der Tourismus mit der abgeschwächten Auslandnachfrage und dem trotz Wechselkursuntergrenze starken Franken. Andererseits lief es in der Binnenwirtschaft, in der Baubranche und auch wieder im Detailhandel gut. Zum guten Abschneiden trug vor allem der starke private Konsum, gestützt durch die anhaltend hohe Zuwanderung, bei.

### Steigende Arbeitslosigkeit und Deplafonierung des Solidaritätsprozents

Im Jahresdurchschnitt betrug die Arbeitslosigkeit in der Schweiz 2.9 Prozent. Allerdings hat sich gegen Ende Jahr die Lage auf dem Arbeitsmarkt etwas eingetrübt mit einer Arbeitslosenquote von 3.3 Prozent. Der aufgrund der Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes befürchtete Anstieg der Sozialhilfeempfängerinnen und -empfänger fiel im vergangenen Jahr weniger stark aus als befürchtet. Hauptgrund dafür ist, dass sich die Mehrheit der Ausgesteuerten nicht unverzüglich an die Sozialhilfe wandte, sondern zuerst die eigenen finanziellen Reserven aufbrauchte und sich auf das familiäre Umfeld abstützte. Allerdings wird die bevorstehende Eintrübung des Arbeitsmarktes mittelfristig eine Erhöhung der Sozialhilfebezügerinnen und -bezüger

mit sich bringen. Travail.Suisse freute sich in der Wintersession über den Entscheid des Parlaments, das Solidaritätsprozent ab einem Lohn von 126000 Franken unbegrenzt zu erheben. Durch diese «Deplafonierung» können dem Arbeitslosenversicherungsfonds jährlich 90 Millionen Franken Mehreinnahmen für die Entschuldung zugeführt werden. Damit wurde eine wesentliche Forderung von Travail.Suisse, die im Rahmen der 4. Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes gestellt wurde, im Nachhinein doch noch erfüllt.

### Flankierende Massnahmen gegen Scheinselbständigkeit und Subunternehmerketten

Der Bericht zur Umsetzung der flankierenden Massnahmen 2011 zeigte auf, dass die Zahl der meldepflichtigen Kurzaufenthalter mit

titulaires d'une autorisation de courte durée, soumis à l'obligation d'être annoncés, a atteint un niveau record avec 180 000 personnes concernées. En même temps, le nombre de contrôles a diminué. Le taux d'infractions est resté lui aussi à un niveau élevé. Cette situation signifie qu'un quart des employeurs suisses et un tiers des entreprises détachant des travailleurs n'ont pas respecté les dispositions relatives aux salaires minimaux, dans les branches soumises à une convention collective. Dans les branches sans convention collective, 9 pour cent des employeurs suisses et 14 pour cent des entreprises détachant des travailleurs ne respectent pas les salaires usuels.

Le groupe de travail du SECO «Exécution de la loi sur les travailleurs détachés», dont fait partie Travail.Suisse, a adopté au printemps son rapport final à l'attention du Conseil fédéral. Ce rapport contient des recommandations relatives à une conception plus professionnelle et plus efficace des modalités d'exécution. Le comblement de ces lacunes au niveau de l'exécution a déjà été entamé en cours d'année.

Le Parlement a adopté en 2012 d'importantes mesures d'accompagnement en lien avec la libre circulation des personnes. Dans sa session d'été, il a adopté des mesures pour lutter contre l'indépendance fictive. Etant donné qu'au cours de l'année un nombre de plus en plus grand d'infractions de plus en plus graves a été enregistré dans les chaînes de sous-traitants, le Parlement n'a pu ignorer qu'il est impératif d'agir. Il a enfin décidé dans sa session d'hiver d'imposer le principe de responsabilité solidaire de l'entrepreneur contractant, dans le domaine de la construction, réglementation que Travail.Suisse demandait depuis longtemps.

**Travail.Suisse exige toutefois la possibilité de renforcer, l'an prochain, les mesures d'accompagnement en introduisant des salaires minimaux couvrant les régions ou les branches, afin de pouvoir mieux contrôler et sanctionner.** Compte tenu de l'humeur actuelle de la population appelée à

voter, le résultat qui sortira des urnes ces prochains temps, suite aux initiatives UDC et Ecopop, ainsi que celui de l'extension de la libre circulation à la Croatie, est plus qu'incertain.

**Négociations salariales 2013: suffisantes, voire satisfaisantes – stériles pour les salaires des femmes et les salaires minimaux**

passés incertains les travailleurs et travailleuses ont fourni un énorme travail, le titre de la conférence de presse du mois d'août était «Les travailleurs et travailleuses les méritent». Les fédérations ont exigé, suivant les branches et les entreprises, des augmentations de salaires différenciées, allant de 1 à 2 pour cent en termes nominaux. **Un besoin de corrections s'imposait afin d'atteindre l'égalité salariale entre femme et homme et de relever les salaires minimaux.** Mais, étant donné que la conjoncture s'est affaiblie, les mois d'hiver arrivant, et que le renchérissement négatif était élevé, avec 0.7 pour cent, cette situation a influé sur les négociations salariales. Elles ont été stériles en ce qui concerne les corrections à apporter aux salaires des femmes et aux salaires minimaux. Dans le secteur tertiaire, les résultats des négociations ont été en général satisfaisants, satisfaisants à bons dans le service public, plutôt décevants dans l'artisanat avec essentiellement des recommandations salariales individuelles non contraignantes ou un gel de la situation, ils ont été maigres dans l'industrie. Malheureusement, les augmentations salariales ont été plutôt individuelles au lieu d'être générales. Quant au pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses, il augmente toutefois légèrement en 2013, compte tenu du renchérissement négatif.

En été, les prévisions économiques étaient réjouissantes. Etant donné qu'en ces temps

**Salaires des managers en 2011: ils se maintiennent à un niveau trop élevé!**

de jeter un regard rétrospectif sur une décennie. Les résultats montrent qu'au cours de l'année comptable 2011 de nombreux écarts salariaux ont diminué. Il ressort de la comparaison s'étalant sur dix ans que c'est uniquement parmi les banques que quelques excès boulimiques ont été corrigés à la baisse. Mais dans l'ensemble, en ce qui concerne les entreprises, à l'origine petites et moyennes, on constate une envolée – de plus en plus éloignée des exigences de l'initiative populaire «1:12 – Pour des salaires équitables». 41 personnes faisaient partie du «cartel des salaires des managers», des personnes gagnant 100 fois plus que leurs collaborateurs. Malgré des comptes annuels peu reluisants, les managers des grandes banques occupent les places les plus en vue dans ce cartel.

**Initiative relative aux vacances: une campagne intensive**

Au début de l'année, Travail.Suisse a lancé sa campagne précédant l'initiative populaire «6 semaines de vacances pour tous» en donnant une conférence de presse avec le PS, Les Verts, l'USS et la FSFP, ses partenaires dans cette campagne. L'accent a été mis une fois de plus sur les raisons qui conduisent à revendiquer une semaine de vacances supplémentaire: d'une part la pression sur le lieu de travail, devenue de plus en plus forte ces dernières années et qui a des retombées négatives sur la santé des travailleurs et travailleuses. Deux tiers de ces personnes subissent un stress sur leur lieu de travail.

rund 180 000 Personen einen Höchststand erreichte. Gleichzeitig nahm die Zahl der Kontrollen ab. Die Verstossquoten blieben allerdings auf hohem Niveau. So haben ein Viertel der Schweizer Arbeitgeber und ein Drittel der Entsendebetriebe die Mindestlohnbestimmungen in den Gesamtarbeitsvertragsbranchen nicht eingehalten. In den Branchen ohne Gesamtarbeitsverträge halten 9 Prozent der Schweizer Arbeitgeber und 14 Prozent der Entsendebetriebe die üblichen Löhne nicht ein.

Die SECO-Arbeitsgruppe «Vollzug des Entsendegesetzes» mit Travail.Suisse als Mitglied verabschiedete im Frühjahr ihren Schlussbericht zuhanden des Bundesrates mit Empfehlungen zur professionelleren und effizienteren Gestaltung des Vollzugs. Die Schliessung dieser Vollzugslücken wurde im Verlauf des Jahres bereits an die Hand genommen.

Das Parlament beschloss 2012 wichtige weitere flankierende Massnahmen zum freien Personenverkehr. In der Sommersession nahm es die Massnahmen zur Bekämpfung der Scheinselbständigkeit an. Da im Verlauf des Jahres immer mehr und krassere Missbrauchsfälle in Subunternehmerketten ans Licht kamen, konnte das Parlament den Handlungsbedarf nicht ignorieren und beschloss in der Wintersession endlich die von Travail.Suisse schon seit langem geforderte Solidarhaftung des Erstunternehmers in Baugewerbe.

**Dennoch verlangt Travail.Suisse im kommenden Jahr die Möglichkeit, im Rahmen der flankierenden Massnahmen zusätzlich flächendeckende regionale oder branchenweite Mindestlöhne einzuführen, damit besser kontrolliert und sanktioniert werden kann.** Bei der aktuellen Stimmungslage der Stimmbevölkerung ist der Ausgang der kommenden Urnengänge über die SVP- und Ecopop-Initiativen sowie die Erweiterung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien mehr als unsicher.

**Lohnrunde 2013:  
Genügend bis  
zufriedenstellend –  
unergiebig bei Frauen-  
und Mindestlöhnen**

Arbeitseinsatz geleistet hatten, fand die August-Medienkonferenz unter dem Titel «Die Arbeitnehmenden haben es verdient» statt. Die Verbände forderten nach Branchen und Unternehmen differenzierte Lohnerhöhungen zwischen 1 und 2 Prozent nominell. **Korrekturbedarf wurde bei der Lohngleichheit zwischen Frau und Mann und den Mindestlöhnen geortet.** Die sich gegen Winter etwas abschwächende Konjunktur und die hohe Minussteuerung von 0.7 Prozent wirkten sich aber bremsend auf die Lohnrunde aus. Unergiebig waren die Verhandlungen beim Korrekturbedarf der Frauen- und Mindestlöhne. Die Lohnresultate fielen im Dienstleistungssektor mehrheitlich zufriedenstellend aus, im Service public befriedigend bis gut, im Gewerbe wenig ergiebig mit mehrheitlich unverbindlichen individuellen Lohnempfehlungen oder Nullrunden und in der Industrie mager. Bedauerlicherweise gab es in der Tendenz weniger generelle als individuelle Lohnerhöhungen. Immerhin erhöht sich die Kaufkraft aller Arbeitnehmenden aufgrund der Minussteuerung 2013 leicht.

**Managerlöhne 2011:  
Stabilisierung auf zu  
hohem Niveau!**

Zum achten Mal in Folge hat Travail.Suisse die Löhne der Topmanager in 27 Schweizer Unternehmen untersucht und kann nun auf eine Zeitreihe von zehn Jahren zurückgreifen. Die Ergebnisse zeigen, dass sich im Geschäftsjahr 2011 zahlreiche Lohnschere geschlossen haben. Der Vergleich über zehn Jahre

Im Sommer präsentierten sich die Wirtschaftsaussichten erfreulich. Weil in den vergangenen unsicheren Zeiten die Arbeitnehmenden einen enormen

zeigt, dass sich nur bei den Banken ein paar wenige galaktische Auswüchse nach unten korrigiert haben. Insgesamt fand bei ursprünglich mittelständischen Unternehmen ein gigantischer Lohnshift nach oben statt - immer weiter weg von den Auflagen der 1:12 Volksinitiative. Ins «Lohnkartell der Manager», die über 100mal mehr verdienen als ihre Mitarbeitenden, kamen 41 Personen. Trotz der schlechten Jahresabschlüsse sind die Grossbanken-Manager immer noch am prominentesten im Lohnkartell vertreten.

**Ferieninitiative:  
Intensive Kampagne**

Anfang Jahr startete Travail.Suisse den Abstimmungskampf für die Volksinitiative «6 Wochen Ferien für

alle» mit einer Medienkonferenz zusammen mit den Bündnispartnern SP, Grüne, SGB und VSPB. Die Beteiligten legten nochmals die Gründe dar, die eine zusätzliche Ferienwoche notwendig machen: Einerseits hat die Belastung am Arbeitsplatz in den vergangenen Jahren stark zugenommen und wirkt sich negativ auf die Gesundheit der Arbeitnehmenden aus. Zwei Drittel der Arbeitnehmenden sind am Arbeitsplatz gestresst, die volkswirtschaftlichen Kosten dieses Stresses belaufen sich jährlich auf 10 Milliarden Franken. **Mit der demografischen Alterung wird es immer wichtiger, die langfristige Leistungsfähigkeit der Arbeitnehmenden bis zum Pensionsalter zu erhalten – da braucht es mehr Zeit für Erholung und Regeneration.** Andererseits ist in den vergangenen Jahren die Produktivität stark gestiegen und die Arbeitnehmenden haben es verdient, in Form von zusätzlicher Freizeit daran teilzuhaben. Eine Woche mehr Ferien ist wirtschaftlich möglich, die Arbeitnehmenden haben sich diese in den vergangenen Jahren bereits verdient, da die Lohn- der Produktivitätsentwicklung hinterher hinkt. Und zuletzt ist eine zusätzliche Ferienwoche, die innerhalb einer Übergangsfrist von fünf Jahren

Cette situation entraîne chaque année des coûts à hauteur de 10 milliards de francs. **Compte tenu du vieillissement de la population, il va falloir maintenir à long terme la capacité des travailleurs et travailleuses jusqu'à l'âge de leur retraite – cela requiert donc plus de temps pour se reposer et «recharger ses batteries».** D'autre part, ces dernières années, la productivité s'étant renforcée, les travailleurs et travailleuses méritent d'avoir leur part en bénéficiant de cette semaine supplémentaire. Une semaine de plus est économiquement acceptable, les travailleurs et travailleuses l'ont déjà bien méritée au cours des années passées, d'autant plus que l'évolution des salaires est à la traîne par rapport



à celle de la productivité. Une semaine de vacances supplémentaire, qui doit être introduite dans un délai transitoire de 5 ans, est d'ailleurs également faisable pour les entreprises sur le plan de l'organisation.

Au sein du comité national, 23 organisations et 80 parlementaires ont soutenu l'initiative «6 semaines de vacances pour tous». Des comités cantonaux, tous partis et toutes associations confondus, ont été actifs dans 19 cantons.

Jusqu'à la date de la votation, le 11 mars, l'activité requise par la campagne en faveur de l'initiative «6 semaines de vacances pour tous» a été très intense. Les fédérations affiliées à Travail.Suisse ont mis sur pied 7 journées d'action auxquelles a pris part un grand nombre de bénévoles et de secrétaires syndicaux. Ils ont distribué des flyers et des give aways à la population et ont plaidé en faveur de l'initiative. 450 000 flyers ont été remis aux ménages. Les affiches de la votation avec leur slogan «Le meilleur programme anti-stress» ont été placardées durant 2 semaines dans les 20 plus importantes gares et dans les 28 plus grandes villes de Suisse. Des petites affiches ont été placardées durant 3 semaines dans 14 villes plus petites.

**Pour la première fois, Travail.Suisse a également mené sa campagne sur les réseaux sociaux.** En trois mois, la page Facebook a enregistré 6680 fans. L'online tool «Check your Holidays» a fréquemment été utilisé et la participation au concours en ligne a été très réjouissante.

L'initiative a été prise très au sérieux par ses détracteurs. Affiches, annonces dans les journaux et recommandations couronnées par la devise «plus de vacances = moins de jobs» ont attisé la peur et aidé à cristalliser une attitude négative envers l'initiative.

Médias et public ont largement commenté l'initiative «6 semaines de vacances pour tous». La presse, la télévision et la radio ont fait une grande place à la discussion (Arena, journal télévisé, 10vor10, Kas-senssturz, etc.). Les personnes qui représentaient Tra-

vail.Suisse et les associations également porteuses de l'initiative ont ainsi aisément pu se positionner. Cette votation populaire portant sur les vacances a suscité un vif intérêt à l'étranger surtout – d'Europe à la Nouvelle-Zélande.

Le dimanche de la votation, la participation était de 44.86 pour cent. Les collaborateurs, collaboratrices et militant·e·s de Travail.Suisse ont vécu cet événement au «Berner Progr» où ils attendaient le résultat des urnes avec impatience. Avec 33.5 pour cent de oui, l'initiative a clairement été rejetée. Certes, ce résultat était décevant, mais les initiateurs ne se sont pas laissés décourager. Les perspectives économiques peu encourageantes, la crise de la dette européenne, les effets constants du franc fort et la campagne d'intimidation menée par les opposants ont contribué à ce que la population appelée à se prononcer sur l'augmentation de la durée des vacances se soit montrée réticente. Mais Travail.Suisse peut revendiquer le fait que pour la première fois, grâce à cette initiative, la discussion sur la charge de travail de plus en plus grande a été lancée et reconnue nécessaire. Mais les problèmes ne sont pas écartés pour autant. Ni la lourde charge de travail, ni la nécessité d'appliquer des mesures afin de contrer les retombées négatives sur la santé et l'économie n'ont été contestées par le Conseil fédéral et les employeurs. Ils sont appelés à proposer des solutions permettant de résorber les effets négatifs d'une trop grande pression sur le lieu de travail. Travail.Suisse a d'ailleurs bataillé en soumettant un postulat sur le monitoring du stress afin que ce thème ne soit pas rayé de l'ordre du jour politique.



eingeführt werden soll, auch für die Unternehmen organisatorisch möglich.

Im Rahmen des nationalen Komitees unterstützten 23 Organisationen und 80 Parlamentarier und Parlamentarierinnen die Initiative «6 Wochen Ferien für alle». In 19 Kantonen waren partei- und verbandsübergreifende kantonale Komitees aktiv.

Die Abstimmungskampagne für die Initiative «6 Wochen Ferien für alle» lief bis zum Abstimmungstag am 11. März auf Hochtouren. Die Travail.Suisse-Verbände führten sieben Aktionstage durch, an denen unzählige Freiwillige und Funktionärinnen und Funktionäre Flyers und Give-aways verteilten und für die Initiative warben. Insgesamt wurden 450 000 Abstimmungsflyer in die Haushalte verteilt. Die Abstimmungsplakate mit dem Slogan «Timeout statt Burnout» hingen während zwei Wochen in den 20 grössten Bahnhöfen und in den 28 grössten Städten der Schweiz. In 14 kleineren Städten wurden während drei Wochen Kleinplakate ausgehängt.

**Erstmals führte Travail.Suisse auch eine Social-Media-Kampagne durch.** Grosser Erfolg konnte die Facebook-Fanpage verzeichnen, die innert dreier Monate 6680 Fans gewonnen hat. Das Online-Tool «Check your Holidays» wurde rege genutzt, die Teilnahme am Online-Wettbewerb war erfreulich gut.

Von den Gegnern wurde die Initiative sehr ernst genommen. Mit Plakaten, Zeitungsinseraten und – testimonials wurde nach dem Motto «mehr Ferien = weniger Jobs» Angst geschürt und gegen die Initiative Stimmung gemacht.

Breit kommentiert wurde die Initiative «6 Wochen Ferien für alle» in den Medien und in der Öffentlichkeit. In den Printmedien und auch im Fernsehen und Radio fanden zahlreiche Diskussionen statt (Arena, Tagesschau, 10vor10, Kassensturz, etc.). Dabei konnten sich die Vertreterinnen und Vertreter von Travail.Suisse und den angeschlossenen Verbänden gut positionieren. Vor allem im Ausland – von Europa bis Neuseeland – stiess die Volksabstimmung über mehr

Ferien auf grosses Interesse.

Am Abstimmungssonntag betrug die Stimmbeteiligung 44.86 Prozent. Der Abstimmungsevent fand im Berner Progr statt, wo Mitarbeitende und Militants von Travail.Suisse gespannt auf das Abstimmungsergebnis warteten. Dieses fiel mit 33.5 Prozent Ja-Stimmen klar aus. Das Resultat war zwar enttäuschend, aber nicht entmutigend. Die ungewissen Wirtschaftsaussichten, die EU-Schuldenkrise, der anhaltende Druck des starken Frankens und die Angstmacherkampagne der Gegner haben dazu geführt, dass die Stimmbewölkerung bei der Erhöhung des Ferienanspruches zurückhaltend war. Travail.Suisse kann für

sich in Anspruch nehmen, dass dank der Initiative erstmals die steigende Arbeitsbelastung breit diskutiert und anerkannt worden sind. Die Probleme sind nicht vom Tisch. Weder die hohe Belastung selbst noch die Notwendigkeit von Massnahmen gegen die negativen gesundheitlichen und wirtschaftlichen Folgen sind vom Bundesrat und den Arbeitgebern in Abrede gestellt worden. Sie bleiben gefordert, Hand für Lösungen zu bieten, welche die negativen Folgen der zu hohen Belastung am Arbeitsplatz auffangen. Travail.Suisse hat sich denn auch mit einem Postulat zum Stressmonitoring dafür eingesetzt, dass das Thema auf der politischen Traktandenliste bleibt.



## Promouvoir un juste équilibre entre vie professionnelle et vie familiale

### Nouvelle campagne pour faire connaître «mamagenda»

Le projet d'origine (2009-2011) avait fait connaître le produit auprès de l'un des deux publics-cibles : les responsables hiérarchiques et les ressources humaines. **Une prolongation du projet mamagenda.ch a été accordée par le Bureau fédéral pour l'égalité entre femmes et hommes pour faire de même auprès du second public-cible, à savoir les travailleuses concernées par une maternité.** La nouvelle campagne a démarré en septembre 2012 et se poursuivra jusqu'en juin 2014.

De nombreuses activités sont prévues, dont la présentation de mamagenda.ch sur des stands dans des foires spécialisées susceptibles d'attirer le public ciblé (Salons du Mariage, BabyPlanet). Travail.Suisse a prévu de présenter une nouvelle fois l'échéancier au congrès de l'Association suisse des infirmières et infirmiers comme en 2012. La brochure sera jointe à plusieurs publications professionnelles, celle de ses associations membres en particulier. Elle sera aussi livrée aux médecins gynécologues par courrier. Des espaces publicitaires dans des publications et sur des sites internet choisis seront acquis. Enfin, de nouveaux partenaires (sponsoring) seront recherchés dans le courant de 2013 pour pouvoir assurer l'avenir du site.

Travail.Suisse a aussi activement collaboré au projet de l'une de ses associations membres, l'OCST, qui a l'intention de proposer le mamagenda en italien. Ceci devrait pouvoir se réaliser dans le courant 2013, si le projet est accepté par le Bureau fédéral pour l'égalité entre femmes et hommes.

### Manuel InforMaternité complètement révisé

La législation évolue sans cesse, ce qui a conduit Travail.Suisse à faire réviser complètement son Manuel InforMaternité par une juriste spécialisée dans les assurances sociales. De nombreux passages ont dû être réécrits. La version 2012 du Manuel sera publiée en 2013 sur un nouveau site avec adresse dédiée ([www.infomaternite.ch](http://www.infomaternite.ch)).

### Au Parlement: le temps d'allaitement devra être payé

L'initiative parlementaire Maury Pasquier demandant que la Suisse ratifie la Convention 183 sur la protection de la maternité de l'Organisation internationale du Travail OIT a passé la rampe du Parlement. Travail.Suisse s'est engagé pour que ses arguments soient entendus, au sein des deux commissions compétentes dans un premier temps, puis au sein des deux chambres.

Le Conseil fédéral a désormais le feu vert pour entreprendre une modification de l'ordonnance 1 sur la Loi sur le travail, dernier obstacle qui empêchait la ratification du traité international. L'ordonnance précisera que le temps consacré à l'allaitement par une femme qui travaille – un temps reconnu depuis longtemps comme temps de travail dans la loi – soit expressément rétribué, dans les limites déjà définies dans l'ordonnance. Ainsi, les femmes pourront enfin continuer d'allaiter leur enfant sans devoir en subir

des conséquences financières fâcheuses en raison d'une lacune juridique.

### Projet «Expérience ReProf»: réussir son retour à la vie active

Le projet «Expérience ReProf» a été lancé à fin 2010. Il est soutenu par

le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI. Valérie Borioli Sandoz et Angela Zihler sont responsables de sa mise en œuvre. La direction du projet avait cerné en 2011 les caractéristiques et besoins des personnes qui ne réussissent pas aisément leur retour à la vie active. Se référant aux caractéristiques et besoins définis pour le groupe cible, la direction du projet a élaboré en 2012 un questionnaire visant à explorer en quoi les offres existantes répondent aux besoins de ce groupe cible. Ce questionnaire a été envoyé en mai 2012 à quelque 400 prestataires de la formation et services de consultation dans toute la Suisse.

Il s'est en outre avéré indispensable d'étendre la recherche et de ne pas se limiter aux offres de formation et aux offres de consultation. La direction du projet s'est penchée en particulier sur la question de savoir si le groupe cible a accès aux prestations de l'assurance chômage et aux bourses. Les résultats du sondage en ligne ainsi que de la recherche élargie ont été pris en compte dans un rapport final. Les champs d'action y sont mis en évidence et des recommandations y sont faites aux acteurs concernés. Ce rapport final va être publié en

## Vereinbarkeit von Beruf und Familie fördern

### Neue Kampagne zur Bekanntmachung der «mamagenda»

Mit dem Startprojekt (2009-2011) wurde die «mamagenda» bei der ersten Zielgruppe, den Vorgesetzten und den Personalabteilungen,

bekannt gemacht. **Das Eidgenössische Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann hat nun eine Verlängerung des Projekts mamagenda.ch bewilligt.** Ziel ist es, die Agenda auch der zweiten Zielgruppe näher zu bringen: den Arbeitnehmerinnen, die ein Kind erwarten. Die neue Kampagne hat im September 2012 begonnen und dauert bis Juni 2014.

Geplant sind vielfältige Aktivitäten, beispielsweise die Präsentation von mamagenda.ch an Ständen von Messen, die das Zielpublikum interessieren könnten (Hochzeitsmessen, BabyPlanet). Travail.Suisse will die Agenda wie 2012 nochmals am Kongress des Schweizer Berufsverbands der Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner vorstellen. Die Broschüre wird auch verschiedenen Verbandszeitschriften beigelegt, namentlich den Publikationen der Mitgliedsorganisationen von Travail.Suisse. Zudem wird sie den Gynäkologinnen und Gynäkologen per Post zugestellt. In Zeitschriften und auf ausgewählten Internetseiten werden Werbungen geschaltet. Schliesslich sollen für 2013 neue Partner gewonnen werden (Sponsoring), um die Zukunft der Website sicherzustellen.

Travail.Suisse hat auch aktiv am Projekt der OCST mitgearbeitet. Dieser Mitgliedsverband will die mamagenda auf Italienisch anbieten. Falls das Eidgenössische Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann das Projekt bewilligt, sollte es 2013 realisiert werden können.

### Vollständig überarbeitetes Handbuch «InfoMutterschaft»

Die Gesetzgebung entwickelt sich ständig weiter. Deshalb hat Travail.Suisse das Handbuch

«InfoMutterschaft» von einer auf Sozialversicherungen spezialisierten Juristin vollständig überarbeiten lassen. Zahlreiche Passagen mussten neu geschrieben werden. Die Version 2012 des Handbuchs wird 2013 auf einer neuen Website mit eigener Adresse veröffentlicht ([www.infomutterschaft.ch](http://www.infomutterschaft.ch)).

### Im Parlament: Stillzeit muss bezahlt werden

Die parlamentarische Initiative Maury Pasquier, die verlangt, dass die Schweiz das Übereinkommen über den Mutterschutz (Nr. 183) der Internationalen Arbeitsorga-

nisation IAO ratifiziert, hat im Parlament eine Mehrheit gefunden. Travail.Suisse hat sich dafür engagiert, dass die Argumente der Initiative Gehör finden, zuerst in den beiden zuständigen Kommissionen, dann in den beiden Räten.

Der Bundesrat hat nun grünes Licht dafür erhalten, an der Verordnung 1 zum Arbeitsgesetz eine Änderung vorzunehmen und damit die letzte Hürde für eine Ratifizierung des internationalen Übereinkommens auszuräumen. Die Verordnung wird präzisieren, dass die Stillzeit am Arbeitsplatz, die seit Langem gesetzlich als Arbeitszeit gilt, im Rahmen des bereits in der Verordnung festgelegten Umfangs ausdrücklich zu entlohnen ist. Die Frauen werden somit endlich in



der Lage sein, ihre Kinder nach der Rückkehr an den Arbeitsplatz weiter zu stillen, ohne wegen einer ärgerlichen Gesetzeslücke finanzielle Nachteile zu erleiden.

### Projekt «Expérience ReProf»: Die Rückkehr ins Berufsleben meistern

Das Projekt «Expérience ReProf» läuft seit Ende 2010 und wird vom

Staatsekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFJ unterstützt. Verantwortlich für die Durchführung sind Valérie Borioli Sandoz und Angela Zihler. Die Projektleitung hatte im 2011 festgestellt, welche Merkmale und Bedürfnisse Personen aufweisen, denen die Rückkehr ins Berufsleben nicht oder nicht op-

février 2013. C'est aussi à cette date que la direction du projet va organiser une réunion au cours de laquelle les résultats vont être présentés à un public de spécialistes. **Les résultats de la recherche permettent en outre à Travail.Suisse de formuler des exigences relatives au retour à la vie active et de les soumettre par la suite au Parlement.**

### Congé paternité: nous ne lâchons pas prise

L'enquête annuelle auprès des employeurs publics que sont les cantons et auprès des 25 plus grandes villes de Suisse a été réalisée en début d'année pour connaître les congés parentaux et les allocations familiales accordés aux employés de la fonction publique. En 2012, l'enquête a aussi porté sur les conventions collectives de travail et contrats d'entreprise négociés par les fédérations de Travail.Suisse.

**Cette année écoulée encore, la publication de l'enquête sur les congés parentaux présentée en conférence de presse a rencontré un large écho médiatique.** Trois conseillers nationaux de différents partis se sont joints à la démarche, en étant présents aux côtés de Travail.Suisse et/ou en déposant une intervention au Parlement. Valérie Piller Carrard (PS, FR) a demandé un congé paternité payé de 20 jours, Marco Romano (PDC, TI) a requis un congé d'adoption et Yvonne Gilli (Verts, SG) a souhaité que le Conseil fédéral examine les conséquences, au niveau de la santé, des congés que se ménagent les pères à la naissance de leurs enfants grâce à des heures supplémentaires accumulées ou de vacances non prises.

La prochaine édition de l'enquête dans une version plus légère et que les cantons et les villes pourront modifier en ligne se déroulera au début 2013.

### Le Dialogue sur l'égalité des salaires se poursuit

Le projet commun «Dialogue sur l'égalité des salaires», un projet commun des partenaires sociaux (Travail.Suisse, Union Syndicale Suisse, Union patronale et Union suisse des arts et métiers) et de la Confédération (Office fédéral de la Justice, Secrétariat d'Etat à l'économie, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes) se poursuit, à une allure identique à celle observée en 2011.

A fin décembre 2012, trente entreprises (11 nouvelles inscriptions en 2012, contre 10 en 2010) ont ou sont en train de vérifier les salaires versés sous l'angle du respect de l'égalité entre femmes et hommes. Elles comptabilisent 192 000 travailleurs et travailleuses, soit 13 % de plus qu'à la fin de l'année 2011. A ce jour, le LGD a permis de vérifier les 10 % des 1,86 millions d'emplois au sein d'entreprises de plus de 50 employé·e·s (liste disponible sous [www.dialogue-egalite-salaires.ch](http://www.dialogue-egalite-salaires.ch)).

Au niveau méthodologique, les partenaires du Dialogue vont s'employer en 2013 à proposer une participation des entreprises toujours aussi simple dans le cadre de la nouvelle Enquête suisse sur la structure des salaires de l'Office fédéral de la statistique, dont le recensement des données a été révisé pour 2013.

### Confédération Européenne des Syndicats – Enquête du 8 mars

Depuis plusieurs années, la CES organise une enquête – l'enquête du 8 mars – auprès de ses membres, dont Travail.Suisse fait partie, sur un thème lié à l'égalité hommes-femmes au sein des syndicats et sur le marché du travail en général. En 2012, Travail.Suisse a participé

de manière complète à cette enquête, dont le thème était «Travail décent pour les travailleurs/travailleuses domestiques et initiatives syndicales».

timal gelingt. Aufgrund der definierten Merkmale und Bedürfnisse der Zielgruppe formulierte die Projektleitung 2012 einen Fragebogen. Mithilfe des Fragebogens sollte überprüft werden, ob die bestehenden Angebote den Bedürfnissen der Zielgruppe entsprechen. Er ging im Mai 2012 an gegen 400 Bildungs- und Beratungsanbieter in der ganzen Schweiz.

Es erwies sich zudem als notwendig, die Recherche über die Untersuchung der Bildungs- und Beratungsangebote hinaus auszudehnen. Die Projektleitung untersuchte insbesondere, ob die Zielgruppe Zugang zu Leistungen der Arbeitslosenversicherung und zu Stipendien hat.

Die Resultate der Onlinebefragung sowie der weiteren Recherche flossen in einen Schlussbericht ein. Darin werden die Handlungsfelder aufgezeigt und Empfehlungen an die beteiligten Akteure ausgesprochen. Der Schlussbericht wird im Februar 2013 veröffentlicht. Ebenfalls zu diesem Zeitpunkt führt die Projektleitung eine Tagung durch, an der die Resultate des Projekts einem Fachpublikum vorgestellt werden sollen. **Die Ergebnisse der Recherche erlauben Travail.Suisse ausserdem, Forderungen zur Rückkehr ins Berufsleben zu formulieren, um sie danach ins Parlament zu tragen.**

#### Vaterschaftsurlaub: Wir lassen nicht locker

Anfang Jahr wurde bei den öffentlichen Arbeitgebern – bei den Kantonen und den 25 grössten

Städten der Schweiz – die jährliche Umfrage über Elternurlaube und Familienzulagen für staatliche Angestellte durchgeführt. 2012 beinhaltete die Umfrage auch die Gesamtarbeits- und Firmenverträge, welche die Verbände von Travail.Suisse ausgehandelt hatten. **Auch im vergangenen Jahr stiess die Veröffentlichung der Umfrageergebnisse zu den Elternurlauben, die an einer Medienkonferenz vorgestellt**

**wurden, in den Medien auf ein grosses Echo.** Drei Nationalratsmitglieder aus verschiedenen Parteien schlossen sich dem Anliegen an, indem sie an der Seite von Travail.Suisse präsent waren und/oder im Parlament einen Vorstoss einreichten: Valérie Piller Carrard (SP, FR) forderte einen bezahlten Elternurlaub von 20 Tagen, Marco Romano (CVP, TI) einen Adoptionsurlaub und Yvonne Gilli (Grüne, SG) beantragte, dass der Bundesrat die gesundheitlichen Folgen prüft, die damit verbunden sind, dass sich Väter für die Geburt ihrer Kinder einen Urlaub aus Überstunden oder Ferientagen zusammensparen müssen.

Die nächste Ausgabe der Umfrage, bei der Kantone und Gemeinden ihre Angaben online ändern können, erfolgt in einer weniger umfangreichen Version Anfang 2013.

#### Lohngleichheitsdialog wird fortgesetzt

Der «Lohngleichheitsdialog» (LDG), ein gemeinsames Projekt der Sozialpartner (Travail.Suisse, Schweizerischer Gewerkschaftsbund, Schweizerischer Arbeitgeberverband und Schweizerischer Gewerbeverband) und des Bundes (Bundesamt für Justiz, Staatssekretariat für Wirtschaft, Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann) ging im gleichen Rhythmus weiter wie 2011.

Ende Dezember 2012 überprüften 30 Unternehmen (11 Neuanmeldungen 2012, gegenüber 10 2010), ob Frauen und Männer in ihrem Betrieb bei den Löhnen gleich gut gestellt sind. Somit wurden insgesamt 192 000 Arbeitnehmende erfasst, 13 Prozent mehr als Ende 2011. Bisher wurden im Rahmen des LGD 10 Prozent der 1,86 Millionen Stellen in Unternehmen mit mehr als 50 Mitarbeitenden überprüft (Liste unter [www.lohngleichheitsdialog.ch](http://www.lohngleichheitsdialog.ch)).

Was die Methodik betrifft, werden die Dialogpartner 2013 eine neue, ebenso einfache Beteiligung

der Unternehmen im Rahmen der neuen Schweizerischen Lohnstrukturerhebung des Bundesamts für Statistik vorschlagen, deren Datenerhebung für 2013 revidiert wurde.

#### Europäischer Gewerkschaftsbund – 8.-März-Umfrage

Seit mehreren Jahren organisiert der EGB bei den Mitgliedern, zu denen auch Travail.Suisse gehört, die «8.-März-

Umfrage» über ein Thema im Zusammenhang mit der Gleichstellung von Frau und Mann in den Gewerkschaften und auf dem Arbeitsmarkt im Allgemeinen. 2012 beteiligte sich Travail.Suisse umfassend an dieser Befragung zum Thema «Würdige Arbeit für Hauspersonal und Gewerkschaftsinitiativen».

## Lutte contre les réductions de rente

**AVS:  
travaux préparatoires  
en vue de la prochaine  
révision**

L'année s'est aussi caractérisée par les travaux préparatoires en vue de la prochaine réforme de la prévoyance vieillesse. Les nouvelles

perspectives financières de l'AVS et diverses études montrent que le moment est venu de mettre au point des solutions équilibrées. Un tel constat se fait aussi sentir chez le nouveau ministre des affaires sociales et au sommet, occupé par une nouvelle personne, de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). Lors d'un entretien direct avec le conseiller fédéral Alain Berset, dans l'échange régulier avec la direction de l'OFAS et au sein de la commission fédérale de l'AVS/AI, Travail.Suisse a pu exprimer son avis sur la réforme de la prévoyance vieillesse. **Travail. Suisse s'est en outre prononcée en faveur d'un automatisme de financement appliqué en fonction des avoirs de l'AVS, afin de compenser la charge démographique croissante qui pèse sur l'AVS.** Travail.Suisse pense qu'une augmentation générale de l'âge de la retraite s'éloigne de la réalité, compte tenu de la situation des travailleurs et travailleuses d'un certain âge sur le marché du travail. Il ressort d'une étude menée en 2012 que les employeurs ne sont pas (encore) prêts à en occuper un nombre suffisant. Il faut donc tout d'abord veiller à ce que les travailleurs et travailleuses puissent être en bonne santé et travailler jusqu'à l'âge de la retraite actuellement en vigueur. Les études mettent aussi en évidence le fossé de plus en plus large existant sur le plan de la santé, de la formation et de l'espérance de vie. Il est

donc impératif de trouver une solution menant à un âge flexible de la retraite pour les personnes ayant un revenu modeste, solution qui soit en outre financièrement acceptable. Le Conseil fédéral a présenté en automne des premières orientations de la réforme de la prévoyance vieillesse. Mais elles doivent encore être concrétisées afin de les évaluer sans équivoque. Au final, l'ensemble des mesures doit concorder.

**Prévoyance professionnelle:  
premier succès partiel face  
à des gains excessifs au sein  
de la LPP**

En 2012, Travail.Suisse a également mis en évidence dans son analyse « Les milliards oubliés » qu'année après année, dans le deuxième pilier, des gains excessifs dépassant 600 millions de francs sont avalés par les assureurs vie, sortant ainsi du circuit de la prévoyance professionnelle. **Travail. Suisse a apparemment réussi à montrer au public et aux politiques qu'il y a contradiction lorsqu'on impose aux assurés des réductions de prestations ou des cotisations supplémentaires, alors qu'en même temps les assureurs vie gagnent beaucoup d'argent avec l'assurance sociale LPP. L'objectif d'une plus juste répartition des bénéficiaires a été stipulé dans les lignes directrices de la réforme de la prévoyance vieillesse édictées par le Conseil fédéral.** Cela représente un succès partiel. Mais nous persévérons. Travail.Suisse a en outre pris position sur le rapport très controversé relatif à l'avenir du deuxième pilier. Pour Travail.Suisse, une baisse du

taux de conversion n'est acceptable que si, en plus d'une amélioration de la pratique des affaires par les assureurs vie, les montants des rentes sont garantis par des mesures compensatoires et les coûts de la gestion de fortune sont grandement réduits. Travail. Suisse s'est en outre battue pour une meilleure assurance LPP des personnes travaillant à temps partiel. Le Conseil fédéral a approuvé une motion qui lui a été soumise à ce sujet. Comme chaque année, le thème du taux minimum a aussi engendré des discussions. Si ce dernier continue d'être bas, la prévoyance professionnelle va s'éliminer d'elle-même avec le temps, étant donné que le troisième contribuant manque. Travail.Suisse a mis le doigt sur cela.

**AI:  
lutte acharnée contre  
les réductions de rente**

Dans le cadre d'une audition devant la Commission de la sécurité sociale du Conseil national, Travail.Suisse s'est montrée déterminée à contrer d'autres réductions de rente prévues dans la révision 6b de l'AI. L'évolution de la situation financière de l'AI montre qu'un revirement de tendance a eu lieu et que, même sans la révision 6b, l'assainissement de l'AI peut s'achever entre 2025 et 2030 comme prévu à l'origine. **Il a été possible, avec l'aide des associations de personnes handicapées, d'empêcher en grande partie la réduction des rentes pour enfant ainsi que des réductions pour les personnes atteintes d'un handicap sévère, s'inscrivant dans le cadre d'un nouveau système de rentes traité par le Conseil national.** C'est ainsi qu'une partie

## Kampf gegen Rentenkürzungen

### AHV: Vorarbeiten zur nächsten Revision

Das Jahr stand im Zeichen der Vorarbeiten zum nächsten Anlauf für eine Reform der Altersvorsorge. Die neuen Finanzperspektiven der AHV

und diverse Studien zeigen, dass die Zeit vorhanden ist, um ausgewogene Lösungen zu erarbeiten. Dieses Bewusstsein ist auch beim neuen Sozialminister und an der neu besetzten Spitze des zuständigen Bundesamts für Sozialversicherungen (BSV) zu spüren. Im Rahmen eines direkten Gesprächs mit Bundesrat Berset, im regelmässigen Austausch mit der BSV-Direktion und in der eidg. AHV-Kommission konnte Travail.Suisse die eigenen Standpunkte zur Reform der Altersvorsorge einbringen. **Travail.Suisse hat sich weiterhin für einen Finanzierungsautomatismus in Abhängigkeit des AHV-Vermögens stark gemacht, um die steigende demografische Belastung der AHV auszugleichen.** Zudem erachtet Travail.Suisse eine generelle Rentenaltererhöhung in Anbetracht der Situation der älteren Arbeitnehmenden auf dem Arbeitsmarkt als realitätsfern. Eine Studie zeigte 2012 auf, dass die Arbeitgeber (noch) nicht bereit sind, ältere Arbeitnehmende in genügendem Ausmass zu beschäftigen. Zuerst muss also dafür gesorgt werden, dass die Arbeitnehmenden überhaupt bei guter Gesundheit bis zum heutigen Rentenalter arbeiten können. Auch die immer grösser werdende Kluft zwischen den älteren Arbeitnehmenden punkto Gesundheit, Ausbildung und Lebenserwartung wurde in Studien bestätigt. Umso nötiger ist deshalb eine Lösung für eine zahlbare flexible Pensionierung bei den bescheidenen Einkommen.

Der Bundesrat hat im Herbst erste Leitlinien zur Reform der Altersvorsorge präsentiert. Für eine eindeutige Beurteilung müssen diese jedoch noch konkretisiert werden. Am Schluss muss das Gesamtpaket stimmen.

### Berufliche Vorsorge: Erster Teilerfolg gegen überhöhte Gewinne im BVG

Auch 2012 zeigte Travail.Suisse mit der Analyse «Die vergessenen Milliarden» auf, dass in der zweiten Säule Jahr für Jahr durch überhöhte

Gewinne bei den Lebensversicherern über 600 Millionen Schweizer Franken aus dem Vorsorgekreislauf abfliessen. **Es gelang Travail.Suisse dabei offensichtlich, der Öffentlichkeit und der Politik klarzumachen, dass ein Widerspruch besteht, wenn von den Versicherten Leistungskürzungen oder Zusatzbeiträge verlangt werden, die Lebensversicherer jedoch gleichzeitig viel Geld verdienen mit der Sozialversicherung BVG.** Das Ziel der faireren Gewinnverteilung fand Eingang in die Leitlinien des Bundesrats zur Reform der Altersvorsorge. Das ist ein erster Teilerfolg. Wir bleiben dran. Travail.Suisse nahm zudem Stellung zum viel diskutierten Bericht zur Zukunft der zweiten Säule. Eine Senkung des Umwandlungssatzes ist für Travail.Suisse nur denkbar, wenn neben einer Verbesserung beim Geschäftsgebaren der Lebensversicherer die Rentenhöhen mit Kompensationsmassnahmen gesichert und die Vermögensverwaltungskosten deutlich reduziert werden. Weiter machte sich Travail.Suisse für

eine verbesserte Versicherung der Teilzeitbeschäftigten im BVG stark. Ein entsprechender Vorstoss wurde vom Bundesrat gutgeheissen. Wie jedes Jahr gab auch das Thema Mindestzins zu Diskussionen Anlass. Wenn der Mindestzins weiterhin so tief angesetzt wird, schafft sich die berufliche Vorsorge mit der Zeit selber ab, da der dritte Beitragszahler ausfällt. Darauf hat Travail.Suisse hingewiesen.

### IV: Intensiver Kampf gegen Rentenkürzungen

Im Rahmen eines Hearings vor der Sozialkommission des Nationalrates trat Travail.Suisse dezidiert gegen weitere Rentenkürzungen im Rahmen der IV-Revision

6b an. Die finanzielle Entwicklung der IV zeigt, dass die Trendwende geschafft ist und die Sanierung der IV auch ohne die Revision 6b wie ursprünglich geplant zwischen 2025 und 2030 abgeschlossen werden kann. **Zusammen mit den Behindertenverbänden gelang es, die Kürzung der Kinderrenten sowie Kürzungen bei den Schwerstbehinderten im Rahmen eines neuen Rentensystems im Nationalrat grösstenteils zu verhindern.** So wurde ein Teil der Vorlage sistiert. Hingegen sollen grundsätzlich laufende Renten gekürzt werden können. Das ist ein Tabubruch, den die Arbeitnehmenden nicht akzeptieren können. Im nächsten Jahr wird sich weisen, ob auch der Ständerat einsieht, dass weder Dringlichkeit noch Notwendigkeit für weitere drastische Einschnitte bei der IV bestehen. Auch im Rahmen von 6b versuchte Travail.Suisse eine verstärkte Verpflichtung der Arbeitgeberseite zur Integration behinderter

du projet a été mise en attente. Par contre, les rentes en cours devraient être réduites, ce qui brise un tabou et les travailleurs et travailleuses ne peuvent l'accepter. L'année prochaine dira si le Conseil des Etats reconnaît aussi qu'il n'y a ni urgence ni nécessité à procéder à des coupes drastiques dans l'AI. Toujours dans le cadre de la révision 6b, Travail.Suisse a proposé de régler dans la loi l'obligation des employeurs d'engager des personnes handicapées, participant ainsi à leur intégration. Mais une motion allant dans ce sens a échoué parce que les représentants de l'économie ne veulent pas endosser cette responsabilité.

Politique familiale:  
**le Parlement fait un pas en avant en ce qui concerne la conciliation travail-famille**

Travail.Suisse oeuvre depuis plusieurs années en faveur d'une meilleure conciliation

travail-famille. Son engagement a été récompensé en 2012: **le Parlement a approuvé le nouvel article constitutionnel sur la famille qui avait été proposé. Les cantons se sont ainsi engagés, en collaboration avec la Confédération et les employeurs, à mettre en particulier à disposition une offre d'encadrement des enfants répondant vraiment aux besoins.** Ceci est impératif, car la Suisse est vraiment à la traîne, en comparaison internationale, en ce qui concerne la conciliation travail-famille. En ces temps d'apprentissage tout au long de la vie, Travail.Suisse salue aussi un point positif, celui de mieux encourager la conciliation de la famille et des situations sur le plan de la formation. Ce thème est suivi depuis longtemps par Travail.Suisse (remarque de la rédaction: le peuple et les cantons se sont prononcés le 3 mars 2013 sur l'article sur la famille. Le projet a certes obtenu une confortable majorité, mais il a été rejeté par manque de majorité des cantons).

En plus d'une meilleure conciliation travail-famille, d'autres avancées doivent avoir lieu, en lien avec une politique familiale adaptée aux exigences actuelles. Travail.Suisse a élaboré à cet effet un document de position qui demande d'autres améliorations en ce qui concerne les allocations familiales, le travail à temps partiel et les soins dispensés à des proches. Le congé paternité figure également dans ce document.



Menschen zu verankern. Ein entsprechender Antrag scheiterte, weil die Wirtschaftsvertreter keine Verantwortung übernehmen wollen.

**Familienpolitik:  
Parlament macht  
Schritt vorwärts in  
Sachen Vereinbarkeit  
von Familie und Beruf**

Travail.Suisse setzt sich seit längerem für eine verbesserte Vereinbarkeit von Beruf und Familie ein. Dieser Einsatz wurde 2012 belohnt: **Das Parlament stimmte**

**dem neu vorgeschlagenen Familienartikel in der Bundesverfassung zu. Damit verpflichteten sich die Kantone in Zusammenarbeit mit dem Bund und den Arbeitgebern, insbesondere ein bedarfsgerechtes Betreuungsangebot für Kinder zur Verfügung zu stellen.** Das ist bitter notwendig, ist doch die Schweiz in Sachen Vereinbarkeit von Familie und Beruf im internationalen Vergleich massiv im Rückstand. Positiv ist in Zeiten des lebenslangen Lernens, dass auch die Vereinbarkeit von Familie und Ausbildungssituationen besser gefördert werden soll. Auch dies ein Anliegen, welches Travail.Suisse bereits länger verfolgt. (Hinweis der Redaktion: Volk und Stände stimmten am 3. März 2013 über den Familienartikel ab. Die Vorlage erreichte zwar ein komfortables Volksmehr, scheiterte jedoch am Ständemehr).

Neben einer verbesserten Vereinbarkeit braucht es weitere Schritte für eine zeitgemässe Familienpolitik. Travail.Suisse erarbeitete hierzu ein Positionspapier, welches weitere Verbesserungen bei den Familienzulagen, bei der Teilzeitarbeit und bei der Angehörigenpflege verlangt sowie einen Vaterschaftsurlaub propagiert.



## Progrès pour l'intégration

### La migration envisagée de façon plus interdépendante

En 2012, la question de l'immigration a été surtout discutée en lien avec la libre-circulation

des personnes et les craintes qu'elle suscite, non seulement sur le marché du travail mais dans d'autres domaines comme le logement, les infrastructures, l'aménagement du territoire. Dans une brève contribution à la revue «terra cognita» de la Commission fédérale de migration (CFM), dans sa parution d'automne 2012, Travail.Suisse a fait part de la nécessité de trouver une juste voie, certes étroite, entre la poursuite de l'immigration et la protection du travail et de la qualité de vie.

Travail.Suisse a continué à utiliser les différentes occasions (groupe ad-hoc sur les contingents de l'OFM, séminaire de haut niveau servant d'input au rapport du Conseil fédéral sur la libre-circulation et la migration) pour rappeler sa position: l'admission des étrangers sur le marché du travail suisse doit être davantage liée à une meilleure utilisation du potentiel de main-d'œuvre déjà sur place. Ces réflexions commencent à porter leur fruit puisque, pour la première fois, dans la fixation des contingents pour 2013, le Conseil fédéral fait un lien avec la nécessité de favoriser aussi durablement l'accès à l'emploi pour les travailleurs en Suisse.

### Les jeunes sans-papiers pourront faire un apprentissage

Sur le plan de la législation des étrangers, Travail.Suisse a répondu à plusieurs

consultations importantes. La loi fédérale sur les étrangers devrait devenir la loi fédérale sur les étrangers et sur l'intégration, ce qui traduit l'importance accrue de l'intégration au plan général.

Il faut saluer aussi une augmentation sensible des moyens financiers à cet égard. En revanche, Travail.Suisse s'est montré critique sur le fait que le projet lie trop l'intégration et les autorisations de séjour, renforce les distinctions entre étrangers de pays tiers et de l'UE et discrimine même les Suisses par rapport aux étrangers de l'UE dans le cadre du regroupement familial. Le message du Conseil fédéral a d'ailleurs tenu compte de ces critiques en faisant marche arrière sur certains points.

Travail.Suisse a approuvé le projet de suppression du statut de danseuse de cabaret, en demandant toutefois des mesures d'accompagnement. Sa position lui a valu l'intérêt des médias. Une autre consultation importante a concerné l'accès à l'apprentissage pour les jeunes sans statut légal. Travail.Suisse a répondu très favorablement à ce projet car les jeunes sans-papiers ne sont pas responsables de leur situation statutaire. La Suisse a aussi un intérêt général à ce que ces jeunes puissent faire un apprentissage au vu de la pénurie de main-d'œuvre. En décembre 2012, contre l'avis des milieux économiques, le Conseil fédéral a décidé d'autoriser les jeunes sans statut légal à suivre une formation professionnelle initiale.

Rien n'a bougé en revanche sur le plan de la naturalisation. Travail.Suisse a écrit à la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga pour relancer la question de la naturalisation des enfants et des jeunes de la 3ème génération.

Dans le cadre de la Conférence tripartite sur les agglomérations, un dialogue sur l'intégration est mis sur pied. En 2012, il a été consacré au monde du travail. Une journée de haut niveau, qui s'est déroulée le 30 octobre 2012, à laquelle ont participé Simonetta Sommaruga et les dirigeants des organisations d'employeurs et de travailleurs/euses, a mis l'accent sur le rôle de l'économie pour l'intégration. Travail.Suisse était représenté par son président Martin Flügel.

## Fortschritte für die Integration

### Migration aus einer ganzheitlicheren Sicht

2012 wurde die Frage der Immigration vor allem im Zusammenhang mit der Perso-

nenfreizügigkeit und den damit verbundenen Ängsten diskutiert, die nicht nur den Arbeitsmarkt betreffen, sondern auch die Wohnsituation, die Infrastruktur und die Raumplanung. In einem kurzen Beitrag für die Herbstausgabe 2012 der Zeitschrift «terra cognita» der Eidgenössischen Kommission für Migrationsfragen (EKM) wies Travail.Suisse darauf hin, dass es nicht einfach, aber wichtig sei, einen guten Mittelweg zwischen anhaltender Immigration und dem Schutz von Arbeitsmarkt und Lebensqualität zu finden.

Travail.Suisse nutzte seither verschiedene Gelegenheiten, um folgende Position zu bekräftigen (Adhoc-Gruppe des BFM zur Kontingentierung, hochrangig besetztes Seminar, das als Input für den Bericht des Bundesrats zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung dient): Die Zulassung ausländischer Arbeitskräfte auf dem Schweizer Arbeitsmarkt muss stärker an eine bessere Ausschöpfung des in der Schweiz bereits vorhandenen Arbeitskräftepotenzials gebunden werden. Diese Überlegungen beginnen Früchte zu tragen: Zum ersten Mal erwähnte der Bundesrat bei der Festlegung der Kontingente für 2013 die Notwendigkeit, auch für die Arbeitskräfte in der Schweiz den Zugang zum Arbeitsmarkt nachhaltig zu fördern.

### Jugendliche Sans-Papiers sollen eine Lehre absolvieren können

Im Bereich der Ausländergesetzgebung hat sich Travail.Suisse an mehreren

wichtigen Vernehmlassungen beteiligt. Travail.Suisse begrüsst die Idee, das Ausländergesetz in «Ausländer- und Integrationsgesetz» umzubenennen und damit der gestiegenen Bedeutung der Integration im Allgemeinen Rechnung zu tragen. Auch eine deutliche Aufstockung der finanziellen Mittel zu diesem Zweck ist zu begrüßen. Kritisch beurteilt Travail.Suisse dagegen, dass im Entwurf die Integration zu eng mit dem Besitz einer Aufenthaltsbewilligung verknüpft wird, dass dies die Unterscheidung zwischen Ausländern aus Drittstaaten und solchen aus der EU verstärkt und beim Familiennachzug sogar Schweizer Staatsangehörige gegenüber EU-Bürgern benachteiligt sind. In seiner Botschaft hat der Bundesrat übrigens dieser Kritik Rechnung getragen und in gewissen Punkten seine Vorschläge revidiert.

Travail.Suisse unterstützt die Absicht, den Status der Cabaret-Tänzerin abzuschaffen, verlangt aber Begleitmassnahmen. Diese Position haben die Medien mit Interesse vermerkt. Eine weitere wichtige Vernehmlassung betraf die Möglichkeit, dass Jugendliche ohne gesetzlichen Status in der Schweiz eine Lehre absolvieren können. Travail.Suisse würde dies sehr begrüßen, da die jugendlichen Sans-Papiers nicht für ihren Status verantwortlich sind. Die Schweiz hat angesichts des Arbeitskräftemangels auch ein allgemeines Interesse daran, dass diese

Jugendlichen eine Lehre absolvieren können. Im Dezember 2012 beschloss der Bundesrat gegen den Willen von Wirtschaftskreisen, Jugendlichen ohne gesetzlichen Status eine berufliche Grundbildung zu ermöglichen.

Nichts bewegt hat sich dagegen bei den Einbürgerungen. Travail.Suisse hat mit einem Schreiben an Bundesrätin Simonetta Sommaruga die Frage der Einbürgerung von Kindern und Jugendlichen der 3. Generation neu lanciert.

Im Rahmen der Tripartiten Agglomerationskonferenz wurde ein Integrationsdialog ins Leben gerufen. 2012 widmete sich dieser dem Thema «Integration am Arbeitsplatz». An einer hochrangig besetzten Konferenz, die am 30. Oktober 2012 stattfand und an der Simonetta Sommaruga und die Spitzen der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen teilnahmen, lag der Schwerpunkt auf der Rolle der Wirtschaft für die Integration. Travail.Suisse war mit ihrem Präsidenten Martin Flügel vertreten.

## Concrétiser plus vite la sortie du nucléaire

### La stratégie 2050 va dans la bonne direction

Avec la nécessité de réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables prennent de plus en plus d'importance au niveau mondial. Cette tendance a été renforcée par le très grave accident nucléaire de Fukushima au Japon. Pour la Suisse, il en est résulté un tournant : le Parlement a décidé de sortir du nucléaire et a chargé le Conseil fédéral de présenter une stratégie énergétique indiquant comment compenser le 40 % d'électricité produit par les centrales nucléaires.

En septembre 2012, le Conseil fédéral a envoyé en consultation son projet de stratégie énergétique 2050. Travail.Suisse a pris position en saluant la direction prise qui favorisera fortement l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables. Mais les objectifs fixés devraient être atteints plus rapidement afin de favoriser davantage l'innovation, le renouvellement économique et les emplois.

Dans ce contexte, Travail.Suisse continue de soutenir activement l'initiative Cleantech, qui sera traitée par le Parlement en 2013. Son objectif, qui est de couvrir d'ici 2030 les besoins énergétiques de la Suisse par au moins 50 pour cent d'énergies renouvelables, est réalisable si on met tout de suite en place les conditions-cadres de politique énergétique adéquates.

Il est réjouissant que la stratégie 2050 prévoit de doubler de 300 à 600 millions de francs par an les moyens pour le programme bâtiment. Il en résultera une forte création d'emplois dans toutes les régions

du pays. Mais une telle augmentation nécessite une offensive de formation professionnelle pour trouver suffisamment de personnel correctement formé.

Moins réjouissant par contre est le fait que pour le développement des énergies renouvelables, le photovoltaïque reste discriminé. Il n'est pas admissible que seulement 30 pour cent de l'objectif soit atteint en 2035. Au vu de son potentiel et de sa facilité d'installation sans nuire au paysage, la rétribution du

### Politique extérieure

## La voie bilatérale à bout de souffle

### Négociations bilatérales: pas d'avancée

Il n'y a pas eu d'avancée des négociations bilatérales avec l'UE. L'UE se

montre inflexible pour que l'on trouve d'abord un accord sur les questions institutionnelles avant tout nouvel accord. En mai 2012, les partenaires sociaux, dont Travail.Suisse, ont été auditionnés par le Conseil fédéral sur la proposition suisse qui a été transmise à Bruxelles pour trouver une solution aux questions institutionnelles. Travail.Suisse a exprimé son scepticisme étant donné que la Suisse prévoit des autorités de surveillance distinctes pour l'application du droit européen. Une manière de surmonter les obstacles institutionnels serait de reprendre une solution de type EEE car la Suisse pourrait alors avoir

un accès quasi complet au grand marché européen et les travailleurs et travailleuses profiteraient des acquis sociaux et du travail de l'UE que la voie bilatérale ne permet pas d'obtenir.

Le 11 décembre 2012, dans le cadre d'une table ronde transfrontalière, sous le titre «Cleantech, moteur de l'emploi: mythe ou réalité?», financée par le programme Interreg France-Suisse, Travail.Suisse a pu présenter une contribution sur les effets pour l'emploi des technologies propres et de la sortie du nucléaire.

La perte de souveraineté relative avec la reprise du droit européen ne serait sans doute pas plus importante qu'avec de nouveaux accords bilatéraux. Mais le Conseil fédéral, craignant la réaction du peuple, ne veut pas entendre parler d'autre chose que de la voie bilatérale pour l'instant.

### Respect des normes du travail dans les accords commerciaux

Sur le plan de la politique économique extérieure, aucune percée

## Atomausstieg schneller konkretisieren

### Strategie 2050 geht in die richtige Richtung

Mit der Notwendigkeit, die Treibhausgasemissionen stark zu reduzieren, gewinnen Energieeffizienz und die Entwicklung der erneuerbaren Energien weltweit immer mehr an Bedeutung. Dieser Trend wurde durch den schwerwiegenden Atomunfall in Fukushima in Japan verstärkt. Für die Schweiz resultierte daraus eine Trendwende: Das Parlament hat beschlossen, aus der Atomkraft auszusteigen, und den Bundesrat damit beauftragt, eine Energiestrategie vorzulegen, die aufzeigt, wie die 40 Prozent des Stroms kompensiert werden können, die heute aus Kernkraftwerken stammen.

Im September 2012 hat der Bundesrat sein Projekt «Energiestrategie 2050» in die Vernehmlassung geschickt. Travail.Suisse hat dazu Stellung genommen und sich positiv über die Grundrichtung geäußert, die vorsieht, die Energieeffizienz und die Entwicklung der erneuerbaren Energien dezidiert zu fördern. Die vorgesehenen Ziele sollten jedoch schneller umgesetzt werden, um Innovationen, die wirtschaftliche Neuausrichtung und die Schaffung von Arbeitsplätzen zu beschleunigen.

Travail.Suisse unterstützt deshalb weiterhin aktiv die Cleantech-Initiative, über die das Parlament 2013 beraten wird. Die Initiative verlangt, bis 2030 den Energiebedarf der Schweiz zu mindestens 50 Prozent durch erneuerbare Energien zu decken. Dieses Ziel ist realistisch, wenn die Schweiz zügig geeignete energiepolitische Rahmenbedingungen schafft.

Es ist erfreulich, dass die Energiestrategie 2050 eine Verdoppelung der Mittel für das Programm zur

energetischen Gebäudesanierung von 300 auf 600 Millionen Franken pro Jahr vorsieht. So wird in allen Landesregionen eine bedeutende Zahl von Arbeitsplätzen geschaffen. Doch damit für eine solche Erhöhung genügend gut ausgebildetes Personal zur Verfügung steht, braucht es eine Offensive in der Berufsbildung. Weniger erfreulich ist hingegen, dass die Solarenergie bei der Entwicklung der erneuerbaren Energien benachteiligt bleibt. Es ist nicht annehmbar, dass bis 2035 erst 30 Prozent des Zielwerts erreicht werden. Angesichts des Potenzials der Solarenergie und der einfachen, landschaftsverträglichen Installati-

on müsste bei der kostendeckenden Einspeisevergütung (KEV) die Kontingentierung für die Solarenergie auf- oder das Kontingent bedeutend angehoben werden.

Am 11. Dezember 2012 konnte Travail.Suisse im Rahmen eines grenzüberschreitenden Runden Tisches zum Thema «Cleantech als Beschäftigungsmotor: Mythos oder Realität?», der vom Programm «Interreg France-Suisse» finanziert wurde, einen Beitrag dazu präsentieren, wie sich die Entwicklung der sauberen Technologien und der Atomausstieg auf die Beschäftigung auswirken werden.

### Aussenpolitik

## Der bilaterale Weg ist zur Sackgasse geworden

### Bilaterale Verhandlungen ohne Fortschritte

Die bilateralen Verhandlungen mit der EU kommen nicht voran. Die EU beharrt darauf, dass sie erst über neue Verträge verhandelt, wenn in den institutionellen Fragen eine Einigung erzielt wird. Im Mai 2012 wurden die Sozialpartner, unter anderem Travail.Suisse, vom Bundesrat dazu angehört, wie sie den Vorschlag der Schweiz an Brüssel zur Lösung institutioneller Fragen beurteilt. Travail.Suisse äusserte sich skeptisch zum Vorschlag der Schweiz, Aufsichtsbehörden einzusetzen, die den Vollzug des europäischen Rechts beurteilen. Ein

gangbarer Weg zur Beseitigung der institutionellen Hürden besteht in einer Lösung in der Art des EWR. Damit erhielte die Schweiz einen fast vollständigen Zugang zum grossen europäischen Markt, und die Arbeitnehmenden würden von den sozialen Errungenschaften und der Arbeit der EU profitieren, was auf dem bilateralen Weg nicht möglich ist.

Mit der Übernahme des europäischen Rechts würde die Schweiz nicht mehr Souveränität einbüßen als mit neuen bilateralen Verträgen. Doch der Bundesrat fürchtet sich vor der Reaktion des Volkes und ist derzeit nicht offen für Vorschläge ausserhalb des bilateralen Wegs.

n'a eu lieu à l'OMC. Cela incite la Suisse à poursuivre sa politique de développement des accords de libre-échange, en particulier avec les «nouvelles locomotives de l'économie mondiale», comme la Chine, l'Inde, la Russie. Travail.Suisse suit les développements de la politique économique extérieure dans le cadre d'un groupe de liaison régulièrement informé. On notera que les modalités relatives aux normes du travail et environnementales, servant de référence pour la négociation de nouveaux accords, semblent bien évoquées par les négociateurs suisses. Mais il faut constater que les nouveaux pays émergents avec lesquels la Suisse négocie des accords de libre-échange se montrent très réticents à lier le commerce et les droits du travail et l'environnement.

#### Un «Beirat» pour l'application des principes directeurs de l'OCDE

Suite à la révision des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention

des entreprises multinationales, le point de contact national suisse (PCN), rattaché au SECO, chargé de l'application, est renforcé. Un «Beirat», élevé au rang de commission parlementaire, va être constitué pour que les partenaires sociaux et les ONG puissent faire entendre davantage leur voix. Mais, contrairement à d'autres pays, le PCN suisse dans son fonctionnement n'est toujours pas tripartite ou multipartite, le «Beirat» ayant un rôle seulement consultatif. Il n'interviendra pas dans l'examen des cas concrets qui peuvent être soumis au PCN. Ce nouvel organe pourra toutefois exercer une certaine surveillance sur la façon dont les Principes directeurs sont mis en œuvre et faire des propositions d'améliorations.

## Investir au lieu de baisser les impôts!

### Non à de nouvelles baisses fiscales

Vu la bonne situation des finances fédérales, d'autant plus si on la compare avec celle de la plupart des

pays de l'UE, la Suisse a les moyens d'investir pour garantir sa prospérité dans le futur. Notre pays a réussi à réduire son taux d'endettement entre 2005 et 2012 alors que l'endettement a augmenté – exception de la Suède – dans les autres pays européens.

La marge de manœuvre de politique financière de la Suisse ne doit pas être réduite par de nouvelles baisses d'impôts comme le prévoit le Conseil fédéral avec un nouveau paquet de baisses fiscales pour les entreprises et les couples aisés mais servir aux investissements. Au cours de ces dernières années, la Confédération et les cantons ont renoncé à environ 5 milliards de francs par an par diverses baisses d'impôts octroyées.

**En effet, notre pays, s'il veut maintenir sa prospérité à terme, va devoir dépenser et investir des sommes très importantes dans des domaines clé pour l'avenir, en particulier ceux liés à l'évolution démographique comme les infrastructures de conciliation, les soins mais aussi la recherche, la formation, les énergies renouvelables et les infrastructures de transport.** C'est ce message que Travail.Suisse a fait passer lors d'une conférence de presse qui s'est tenue en novembre 2012 sous le titre «Investir pour l'avenir au lieu de baisses fiscales».

### Pour un taux d'imposition minimal des bénéficiaires au niveau fédéral

Mais vu le débat lancé dans le désordre par certains cantons sur la question du différend

fiscal avec l'UE, c'est surtout cet aspect qui a retenu l'attention des médias. Sur ce point, Travail.Suisse préconise de fixer un taux minimal d'imposition des bénéficiaires au niveau fédéral d'environ 20 pour cent afin d'éviter une concurrence fiscale ruineuse qui privera les cantons des ressources nécessaires pour assurer un bon service public aux particuliers mais aussi aux entreprises. Comme certains cantons seront plus affectés que d'autres par le règlement du différend fiscal avec l'UE, il faut prévoir un mécanisme de compensation au niveau fédéral.

### Einhaltung der Arbeitsvorschriften in Handelsabkommen

Im Bereich der Aussenwirtschaftspolitik wurden in der WTO keine wesentlichen Fortschritte erzielt. Die

Schweiz setzt deshalb weiterhin auf den Abschluss von Freihandelsabkommen, insbesondere mit den neuen weltwirtschaftlichen Zugpferden wie China, Indien und Russland. Travail.Suisse verfolgt die Aussenwirtschaftspolitik im Rahmen einer Verbindungsgruppe, die regelmässig informiert wird. Die Schweizer Verhandlungsdelegationen scheinen die arbeitsrechtlichen und ökologischen Vorschriften, die als Referenzpunkte bei der Verhandlung neuer Verträge dienen, gut einzubringen. Gleichzeitig hat sich gezeigt, dass die neuen Schwellenländer, mit denen die Schweiz Freihandelsverträge aushandelt, nur sehr bedingt bereit sind, wirtschaftliche Aspekte mit Arbeits- und Umweltvorschriften zu verknüpfen.

### Ein «Beirat» zur Durchsetzung der OECD-Leitlinien

Nach der Revision der OECD-Leitlinien für multinationale Unternehmen wurde der mit der Umsetzung beauftragte, dem SECO angegliederte

nationale Kontaktpunkt (NKP) verstärkt. Ein neu gebildeter «Beirat» mit der Stellung einer parlamentarischen Kommission wird dafür sorgen, dass sich die Sozialpartner und die NGO mehr Gehör verschaffen können. Doch im Gegensatz zu anderen Ländern handelt es sich beim NKP der Schweiz nach wie vor nicht um einen tripartiten oder multipartiten Mechanismus, da der Beirat lediglich eine beratende Funktion hat. Er nimmt keinen Einfluss auf die Prüfung konkreter Fälle, die dem NKP unterbreitet werden können. Dieses neue Organ wird jedoch eine gewisse Aufsichtsfunktion bei der Umsetzung der Leitlinien wahrnehmen können.

## Investieren statt Steuern senken!

### Nein zu weiteren Steuersenkungen

Angesichts der guten Verfassung der Bundesfinanzen, namentlich im Vergleich mit den meisten EU-Ländern,

**verfügt die Schweiz über genügend Mittel, um Investitionen zu tätigen, die ihren künftigen Wohlstand sichern.** Die Schweiz konnte die Schuldenquote zwischen 2005 und 2012 senken, während die Staatsverschuldung im übrigen Europa mit Ausnahme von Schweden gestiegen ist.

Der finanzpolitische Spielraum der Schweiz darf nicht durch weitere Steuersenkungen beschnitten werden, wie es der Bundesrat mit einem Paket von Steuersenkungen für Unternehmen und wohlhabende Paare plant, sondern muss für Investitionen genutzt werden. In den letzten Jahren mussten Bund und Kantone infolge verschiedener Steuersenkungen auf rund 5 Milliarden Franken pro Jahr verzichten.

**Wenn unser Land seinen Wohlstand langfristig halten will, muss es investieren und bedeutende Summen für Schlüsselbereiche der Zukunft aufwenden, insbesondere im Zusammenhang mit der demografischen Entwicklung, beispielsweise für Infrastrukturen zur Vereinbarung von Beruf und Familie, aber auch für Forschung, Bildung, erneuerbare Energien und die Verkehrsinfrastruktur.** So lautete die Botschaft von Travail.Suisse bei einer Medienkonferenz im November 2012 mit dem Titel «In die Zukunft investieren statt Steuern senken».

### Für einen gesamtschweizerischen Mindestsatz bei der Gewinnsteuer

Doch angesichts der unkoordinierten Debatte, die gewisse Kantone zur Frage der Steuerstreits mit

der EU lancierten, hat vor allem dieser Aspekt die Aufmerksamkeit der Medien geweckt. Travail.Suisse befürwortet die Festlegung eines Mindestsatzes von rund 20 Prozent für die Gewinnsteuer in der ganzen Schweiz, um einen ruinösen Steuerwettbewerb zu vermeiden, der den Kantonen unentbehrliche Ressourcen entziehen wird, denn sie benötigen diese für einen guten Service public zugunsten der Allgemeinheit, aber auch der Unternehmen. Weil gewisse Kantone stärker von der Beilegung des Steuerstreits mit der EU betroffen sein werden als andere, ist ein eidgenössischer Kompensationsmechanismus vorzusehen.

## Politique de la formation sous le signe de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée



### Favoriser les formations de rattrapage

**rattrapage est grand en Suisse et qu'il faudrait l'utiliser. La loi sur la formation professionnelle devrait non seulement rendre possible les formations de rattrapage, mais aussi en faciliter délibérément l'accès.** Travail.Suisse s'est adressée avec cette demande aux partenaires concernés et les a invités à s'engager en faveur de la formation de rattrapage. Un premier pas a été fait, puisqu'ils ont décidé lors de la Conférence sur les places d'apprentissage de 2012 d'élaborer un rapport sur la «formation de rattrapage». Une chose est claire pour Travail.Suisse: une modification de la loi devrait contraindre les cantons à prendre des mesures « afin que le plus grand nombre possible de personnes actives sans formation initiale achevée puisse acquérir un diplôme par d'autres procédures de qualification ». Car un diplôme du degré secondaire II signifie pour les personnes concernées une nette amélioration de leurs aptitudes sur le marché du travail, de leur flexibilité sur le marché du travail et leur donne un meilleur accès à une formation continue visant leur employabilité.

### Du manque de places d'apprentissage à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée

La teneur de la loi sur la formation professionnelle a été dictée en 2004 par l'expérience faite d'un énorme manque de places d'apprentissage, diagnostiqué pour la première fois en 1996. Mais le contexte n'est plus le même. Nous sommes face aujourd'hui à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée grandissante. Travail.Suisse a clairement orienté sa politique de la formation en 2012 en fonction de ce nouveau défi.

### Travail.Suisse siège désormais à l'ACVT

**Travail.Suisse a montré dans une étude que le potentiel de formations de rattrapage est grand en Suisse et qu'il faudrait l'utiliser.** Travail.Suisse présente désormais les travailleurs et travailleuses à l' Advisory Committee on

**Vocational Training (ACVT), une sorte de commission européenne de la formation professionnelle.** L'activité au sein de cette commission permet de se faire une idée approfondie des divers types de formation professionnelle existant dans les pays européens et permet aussi de mieux faire connaître le système suisse de formation professionnelle qui a fait ses preuves.

### Meilleur positionnement international de la formation professionnelle, en particulier de la formation professionnelle supérieure

Grâce à la libre circulation des personnes, la Suisse fait partie du marché européen du travail. Etant donné qu'à la différence de nombreux pays européens elle a un solide système de formation professionnelle, elle doit viser un meilleur positionnement international de la formation professionnelle. La formation professionnelle supérieure en particulier doit être reconnue comme une formation pratique de degré tertiaire. Travail.Suisse s'engage en faveur d'un intitulé compréhensible, d'un ancrage optimal dans le cadre européen des qualifications, d'un efficace supplément au diplôme et aussi afin que la possibilité soit donnée aux partenaires concernés de réaliser des projets innovants pour la «vente» de la formation professionnelle, financés par le fonds en faveur de la formation professionnelle, en vertu de l'article 54 de la loi sur la formation professionnelle.



## Bildungspolitik im Zeichen des Fachkräftemangels

### Vom Lehrstellen- zum Fachkräftemangel

Das heute gültige Berufsbildungsgesetz aus dem Jahre 2004 ist stark geprägt von der Erfahrung eines

grossen Lehrstellenmangels, wie er erstmals 1996 diagnostiziert wurde. Dieser Kontext hat sich geändert. Heute befinden wir uns in der Situation eines zunehmenden Fachkräftemangels. Travail.Suisse hat die Bildungspolitik 2012 klar an dieser neuen Herausforderung orientiert.

### Nachholbildungen pushen

In einer Studie hat Travail.Suisse gezeigt, dass das Potenzial für Nachholbildungen in der Schweiz gross

ist. Dieses Potenzial sollte genutzt werden. Das Berufsbildungsgesetz sollte nicht nur Nachholbildungen ermöglichen, sondern Nachholbildungen bewusst fördern. Mit dieser Forderung ist Travail.Suisse an die Verbundpartner herangetreten und hat sie aufgefordert, ein Commitment zum Thema Nachholbildung zu verabschieden. In einem ersten Schritt wurde erreicht, dass im Rahmen der Lehrstellenkonferenz 2012 von den Verbundpartnern beschlossen wurde, einen Bericht zum Thema «Nachholbildung» zu verfassen. Für Travail.Suisse ist klar: Es braucht eine Gesetzesänderung, welche die Kantone verpflichtet, Massnahmen zu ergreifen, «damit möglichst viele erwerbstätige Personen ohne beruflichen Erstabschluss über die anderen Qualifikationsverfahren einen Berufsabschluss erlangen können». Denn

ein Abschluss auf Sekundarstufe II bedeutet für die betroffenen Personen eine markante Verbesserung ihrer Arbeitsmarktfähigkeit, ihrer Flexibilität auf dem Arbeitsmarkt und ihres Zugangs zur berufsorientierten Weiterbildung.

### Travail.Suisse hat neu Einsitz im ACVT

Travail.Suisse vertritt die Arbeitnehmenden neu im Advisory Committee on Vocational

Training (ACVT), eine Art europäischer Berufsbildungskommission. Die Arbeit in dieser Kommission ermöglicht einen vertieften Einblick in die verschiedenen Formen der Berufsbildung in den unterschiedlichen europäischen Ländern, erlaubt aber auch, das erfolgreiche schweizerische Berufsbildungssystem besser bekannt zu machen.

### Bessere internationale Positionierung der Berufsbildung, insbesondere der Höheren Berufsbildung

Die Schweiz gehört durch die Personenfreizügigkeit zum europäischen Arbeitsmarkt. Da

die Schweiz im Unterschied zu vielen europäischen Ländern eine starke Berufsbildung hat, muss sie sich für eine bessere internationale Positionierung der Berufsbildung stark machen. Insbesondere die Höhere Berufsbildung muss als praxisbezogene Tertiärausbildung anerkannt werden. Travail.Suisse setzt sich



ein für verständliche Titel, eine optimale Einbettung in den europäischen Qualifikationsrahmen, hilfreiche Diploma supplement und auch für die Möglichkeit, dass die Verbundpartner für innovative Projekte für den «Verkauf» der Berufsbildung aus dem Projektfonds nach Artikel 54 des Berufsbildungsgesetzes finanziell unterstützt werden können.

## Travail.Suisse au Parlement

### Charge de travail et repos

Dans la campagne qui a précédé la votation sur l'initiative de Travail.Suisse «6 semaines de vacances pour tous», personne n'a contesté le fait que la pression subie sur le lieu de travail est un problème important qui appelle des solutions. De plus, les études menées par le SECO sur le stress montrent qu'entre 2001 et 2011 les coûts engendrés par le stress ont passé de 4 à 11 milliards de francs, donc qu'ils ont presque triplé. Cette situation a amené la conseillère nationale Josiane Aubert, vice-présidente de Travail.Suisse, à demander dans un postulat que la Confédération procède tous les cinq ans à une étude sur la charge de travail et qu'elle prévienne des mesures préventives qui s'imposent alors. Le Conseil fédéral rejette ce postulat. Le Conseil national ne l'a pas encore traité.

### Travail à temps partiel et travailleurs et travailleuses d'un certain âge dans la LPP

Certaines réglementations de la prévoyance professionnelle contribuent à discriminer le travail à temps partiel ou à désavantager les travailleurs et travailleuses d'un certain âge. Mais travail à temps partiel et emploi de travailleurs et travailleuses d'un certain âge gagnent justement en importance sur le marché du travail en Suisse. Pour cette raison, la conseillère nationale Josiane Aubert a soumis deux interpellations (12.3794, 12.3492) demandant au Conseil fédéral de se prononcer sur des

mesures qui visent à éliminer la discrimination dans la LPP du travail à temps partiel et des travailleurs et travailleuses d'un certain âge. Le Conseil fédéral est d'avis qu'il faut se pencher sur ces thèmes dans le cadre de la révision entamée de la prévoyance vieillesse et présenter de nouvelles propositions.

### Pour le congé paternité et le congé en cas d'adoption

En lien avec l'enquête sur le congé paternité, menée régulièrement par Travail.Suisse auprès des cantons et des grandes villes, la conseillère nationale Yvonne Gilli a soumis un postulat (12.3478) demandant au Conseil fédéral de présenter un rapport sur les conséquences sur la santé paternelle, engendrées par l'absence d'un congé paternité. Sur le même sujet, la conseillère nationale Valérie Piller Carrard a déposé une motion (12.3565) allant dans le sens de la décision prise par le congrès de Travail.Suisse d'exiger un congé paternité de 20 jours, à savoir cinq jours de congé pris directement après la naissance et les 15 jours restants pris au cours des six premiers mois de l'enfant. De son côté, le conseiller national Marco Romano a déposé une motion (12.3110) demandant d'accorder aux parents adoptifs les mêmes droits que ceux dont bénéficient les autres parents en ce qui concerne le congé maternité et le congé paternité. Ces deux motions sont rejetées par le Conseil fédéral. Quant au Conseil national, il ne les a pas encore traitées.

### Protection contre le licenciement et collaboration avec l'OIT

Depuis début 2011, une révision de la protection contre le licenciement est en suspens auprès du Conseil fédéral, révision visant à contrer les critiques de l'Organisation internationale du travail (OIT) relatives au manque de protection en Suisse contre les licenciements antisynodicaux et ceux de représentant·e·s du personnel. La conseillère nationale Josiane Aubert a demandé dans une interpellation (12.3086) que le Conseil fédéral soumette enfin au Parlement le message portant sur l'amélioration de la protection contre la résiliation du contrat de travail et qu'il détermine clairement la collaboration avec l'OIT. Elle demande aussi qu'il ratifie d'autres conventions, en particulier la convention no 135 relative aux représentant·e·s du personnel.

### Rencontres avec les parlementaires afin d'entretenir et d'approfondir les contacts

La rencontre avec les parlementaires qui a lieu chaque deuxième mardi d'une session permet d'entretenir et d'approfondir les contacts. En 2012, ces rencontres ont été consacrées aux mesures d'accompagnement en lien avec la libre circulation des personnes, à la question de l'adaptation du taux de conversion dans la LPP et à la promotion de la formation de rattrapage dans la nouvelle loi sur la formation continue.

## Travail.Suisse im Parlament

### Arbeitsbelastung und Erholung

Im Abstimmungskampf zur Travail.Suisse-Initiative «6 Wochen Ferien für alle» war unbestritten, dass die Belastung am Arbeitsplatz

ein wichtiges Problem ist, für das Lösungen gefunden werden müssen. Die Stresstudien des SECO zeigen zudem, dass sich die Kosten von Stress zwischen 2001 und 2011 von 4 auf 11 Milliarden Franken fast verdreifacht haben. Nationalrätin Josiane Aubert, Vizepräsidentin von Travail.Suisse, hat deshalb mit einem Postulat verlangt, dass der Bund alle fünf Jahre eine Studie zum Thema Arbeitsbelastung erstellt und daraus die nötigen Präventionsmassnahmen ableitet. Der Bundesrat lehnt das Postulat ab, der Nationalrat hat es noch nicht behandelt.

### Teilzeitarbeit und ältere Arbeitnehmende im BVG

In der beruflichen Vorsorge gibt es Regelungen, die zur Diskriminierung von Teilzeitarbeit führen bzw. ältere Arbeitnehmende benachteiligen.

Gerade die Teilzeitarbeit und die Beschäftigung älterer Arbeitnehmender gewinnen aber für den Arbeitsmarkt der Schweiz an Bedeutung. Nationalrätin Josiane Aubert hat deshalb den Bundesrat mit zwei Interpellationen (12.3794, 12.3492) aufgefordert, sich zu Massnahmen gegen die Diskriminierung von Teilzeit bzw. von älteren Arbeitnehmenden im BVG zu äussern. Der Bundesrat ist der Meinung, dass bei der anlaufenden Revision der Altersvorsorge auf diese Themen einzugehen und neue Vorschläge zu präsentieren sind.

### Für Vaterschafts- und Adoptionsurlaub

Im Zusammenhang mit der von Travail.Suisse regelmässig bei den Kantonen und grösseren Städten durchge-

föhrten Untersuchung zu den Regelungen betreffend den Vaterschaftsurlaub hat Nationalrätin Yvonne Gilli ein Postulat (12.3478) eingereicht, gemäss dem der Bundesrat die gesundheitlichen Folgen des fehlenden Vaterschaftsurlaubs aufzeigen soll. Ebenfalls zum Vaterschaftsurlaub hat Nationalrätin Valérie Piller Carrard eine Motion (12.3565) eingereicht, die der Kongressforderung von Travail.Suisse nach 20 Tagen Vaterschaftsurlaub Nachdruck verleiht. Dabei sollen die Väter fünf Tage direkt nach der Geburt und die restlichen 15 Tage im ersten halben Lebensjahr des Neugeborenen beziehen können. Nationalrat Marco Romano hat seinerseits mit einer Motion (12.3110) gefordert, dass Adoptionse Eltern die gleichen Rechte bezüglich Mutterschafts- beziehungsweise Vaterschaftsurlaub zugestanden werden wie den übrigen Eltern. Beide Motionen werden vom Bundesrat abgelehnt, wurden aber vom Nationalrat noch nicht behandelt.

### Kündigungsschutz und Zusammenarbeit mit IAO

Seit Anfang 2011 ist eine Revision des Kündigungsschutzes beim Bundesrat hängig, mit der die Beanstandungen der Internationalen

Arbeitsorganisation (IAO) bezüglich des fehlenden Kündigungsschutzes für Gewerkschaftsvertreter und -vertreterinnen in der Schweiz behoben werden



*Josiane Aubert, Vizepräsidentin von Travail.Suisse und Nationalrätin, bei ihrer Arbeit im Parlament.*

*La vice-présidente de Travail.Suisse Josiane Aubert est aussi conseillère nationale au Parlement fédéral.*

sollte. Nationalrätin Josiane Aubert hat deshalb den Bundesrat mit einer Interpellation (12.3086) aufgefordert, die Botschaft zu dieser Verbesserung des Kündigungsschutzes endlich dem Parlament vorzulegen und darüber hinaus auch die Zusammenarbeit mit der IAO klar festzulegen und die Ratifikation weiterer Übereinkommen, insbesondere des Übereinkommens Nr. 135 über die Arbeitnehmervertreterinnen und -vertreter an die Hand zu nehmen.

### Parlamentariertreffen zur Pflege und Vertiefung der Beziehungen

Das jeweils am zweiten Dienstag der Session stattfindende Parlamentariertreffen ist der Pflege der Beziehungen zum Parla-

ment gewidmet. 2012 waren diese Treffen den flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr, der Frage nach der Anpassung des Umwandlungssatzes im BVG sowie der Förderung der Nachholbildung im neuen Weiterbildungsgesetz gewidmet.

## Une votation au rayonnement international

**Le peuple suisse dit non à des vacances en plus**

**Quatre votations fédérales ont eu lieu en 2012. Le peuple suisse était appelé à se**

**prononcer en tout sur 12 objets, parmi lesquels l'initiative «6 semaines de vacances pour tous».**

La votation sur l'initiative de Travail.Suisse a eu lieu le 11 mars 2012. Le peuple se prononçait en même temps sur l'initiative populaire «pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires», l'initiative sur l'épargne-logement, l'arrêté fédéral concernant la réglementation des jeux d'argent en faveur de l'utilité publique et sur la loi fédérale sur la réglementation du prix du livre. L'initiative «6 semaines de vacances pour tous» a été rejetée par 66,5 des votants, l'initiative sur l'épargne-logement a également été rejetée, avec 55.8 pour cent et la loi fédérale sur la réglementation du prix du livre avec 56.1 pour cent. L'initiative sur les résidences secondaires a tout juste passé la rampe en étant acceptée par 50.6 pour cent des votants. Par contre, l'arrêté fédéral concernant la réglementation des jeux d'argent a récolté 87.1 pour cent de oui. La participation au scrutin a atteint un taux respectable de 44.86 pour cent. Travail.Suisse avait recommandé le oui à la loi sur la réglementation du prix du livre, le non à l'initiative sur l'épargne-logement et n'avait donné aucune recommandation sur l'initiative sur les résidences secondaires et l'arrêté fédéral concernant la réglementation des jeux d'argent.

Le dimanche de la votation, le résultat relatif à l'initiative «6 semaines de vacances pour tous» a bien évidemment déçu Travail.Suisse. Cette votation

a eu lieu à un moment inopportun, compte tenu de la grande insécurité engendrée par la crise de l'euro et les perspectives conjoncturelles. Pour de nombreuses personnes qui ont voté, le souci de conserver leur emploi l'a emporté sur le bien-être à long terme des gens et de l'économie suisse, ce qui est compréhensible. Avec leur campagne d'intimidation, les opposants à l'initiative ont d'ailleurs grandement contribué à attiser le sentiment d'insécurité. En fin de compte, la réflexion «davantage de vacances est impensable à l'heure actuelle» a eu plus de poids. Mais le fait qu'une surcharge de travail influe négativement sur la santé des travailleurs et travailleuses et sur leur qualité de vie est indéniable. Par conséquent, le Conseil fédéral et les employeurs sont invités à proposer des solutions aux politiques et aux partenaires sociaux afin de mieux protéger les travailleurs et travailleuses.

Rarement une votation n'a fait autant de bruit à l'étranger, que celle sur les vacances. De nombreuses radios et télévisions européennes et extra-européennes ainsi que des journaux ont commenté le non du peuple suisse à des vacances en plus.

**Non, non et non**

**Le 17 juin 2012, le peuple suisse s'est prononcé sur trois objets. L'initiative populaire «Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement», comme l'initiative populaire «Pour le renforcement des droits populaires dans la politique étrangère (accords internationaux: la parole au peuple!)» et la modification de la loi fédérale sur l'assu-**

**rance-maladie (Managed Care) ont été rejetées par la majorité des votants.** Le rejet a d'ailleurs été très clair: l'initiative «Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement» a obtenu 68.9 pour cent de non, l'initiative sur les accords internationaux a été rejetée avec 75.3 de non et le projet Managed Care a même été «coulé» avec 76 pour cent de non. La participation au scrutin a été de 38.65 pour cent. Travail.Suisse avait recommandé le non pour ces trois objets.

**Pas de cohésion en matière de protection contre le tabagisme passif**

**Un oui clair à la promotion de la formation musicale des jeunes (72.7 pour**

**cent de oui), un non clair à l'initiative populaire «Protection contre le tabagisme passif» (66 pour cent de non) et un timide rejet de l'initiative populaire (52.6 pour cent) «Sécurité du logement à la retraite»: tels ont été les résultats sortis des urnes le 23 septembre 2012. La participation au scrutin s'est élevée à 42.81 pour cent. A part celui de l'initiative «Protection contre le tabagisme passif», le résultat obtenu par les deux autres objets a rejoint les recommandations de vote de Travail.Suisse. En ce qui concerne le tabagisme passif, Travail.Suisse aurait souhaité une protection plus cohérente et plus étendue.**

**Après l'échec du référendum contre les accords fiscaux avec l'Allemagne, l'Autriche et la Grande-Bretagne, un seul objet a été soumis à la votation du 25 novembre 2012: la modification de la loi sur les épizooties.** Elle a été clairement acceptée avec 68.3 pour cent de oui et une faible participation au scrutin de 26.9 pour cent.

## Abstimmung mit internationaler Ausstrahlung

**Schweizer Bevölkerung sagt Nein zu mehr Ferien**

**2012 fanden vier eidgenössische Abstimmungen statt. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger**

**hatten über insgesamt 12 Vorlagen zu befinden, darunter auch über die Initiative «6 Wochen Ferien für alle».**

Die Abstimmung über die Initiative von Travail.Suisse fand am 11. März 2012 statt. Gleichzeitig wurde über die Volksinitiative «Schluss mit uferlosem Bau von Zweitwohnungen», über die Bauspar-Initiative, den Bundesbeschluss über die Regelung der Geldspiele zugunsten gemeinnütziger Zwecke und das Bundesgesetz über die Buchpreisbindung entschieden. Die Initiative «6 Wochen Ferien für alle» wurde mit 66,5 Prozent Nein-Stimmen abgelehnt. Abgelehnt wurde zudem die Bauspar-Initiative mit 55,8 Prozent Nein-Stimmen und die Buchpreisbindung mit 56,1 Prozent Nein-Stimmen. Hauchdünn fiel das Ja zur Zweitwohnungsinitiative aus (50,6 Prozent Ja-Stimmen). Komfortabel kam indes der Bundesbeschluss über die Regelung der Geldspiele durch (87,1 Prozent Ja-Stimmen). Die Stimmbeteiligung erreichte respektable 44,86 Prozent. Travail.Suisse hatte zur Buchpreisbindung die Ja-Parole beschlossen. Nein lautete die Empfehlung zur Bausparinitiative. Zur Zweitwohnungsinitiative und zum Bundesbeschluss zur Regelung der Geldspiele hatte Travail.Suisse keine Parole gefasst.

Travail.Suisse zeigte sich am Abstimmungssonntag natürlich enttäuscht über den Ausgang der Abstimmung zur Initiative «6 Wochen Ferien für

alle». Wegen der grossen Unsicherheit aufgrund der Eurokrise und der konjunkturellen Aussichten hat die Abstimmung zu einem sehr ungünstigen Zeitpunkt stattgefunden. Anstatt das langfristige Wohl der Menschen und der Schweizer Wirtschaft stand bei vielen Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern verständlicherweise die aktuelle Sorge um den eigenen Arbeitsplatz im Vordergrund. Mit ihrer Angstmakkampagne haben die Gegner der Initiative zudem voll mit der Unsicherheit der Arbeitnehmenden gespielt. Letztlich überwog der Eindruck «mehr Ferien liegen zum jetzigen Zeitpunkt nicht drin». Unbestritten bleibt jedoch, dass die hohe Arbeitsbelastung auf die Gesundheit der Arbeitnehmenden drückt und ihre Lebensqualität einschränkt. Der Bundesrat und die Arbeitgeber sind deshalb gefordert, in der Politik und der Sozialpartnerschaft Hand zu bieten für Lösungen zum besseren Schutz der Arbeitnehmenden.

Selten hat übrigens eine Abstimmung im Ausland soviel Aufsehen erregt. Die Tatsache, dass die Schweizer Bevölkerung nicht mehr Ferien will, wurde von zahlreichen europäischen und aussereuropäischen Radio- und Fernsehstationen und Zeitungen kommentiert.

**Nein, nein und nochmals nein**

**Über drei Vorlagen hatte die Stimmbürgerinnen am 17. Juni 2012 zu befinden. Weder die Volksinitiative «Eigene vier Wände dank Bausparen» noch die Volksinitiative «Für die Stärkung der Volksrechte in der Aussenpolitik (Staatsverträge vors Volk)»**

**und die Änderung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (Managed Care) fanden eine Mehrheit.** Die Ablehnung fiel zum Teil sehr deutlich aus: Die Initiative «Eigene vier Wände dank Bausparen» wurde mit 68,9 Prozent Nein-Stimmen, die Initiative zu den Staatsverträgen mit 75,3 Prozent Nein-Stimmen und die Managed-Care-Vorlage sogar mit 76 Prozent Nein-Stimmen «versenkt». Die Stimmbeteiligung lag bei 38,65 Prozent. Travail.Suisse hatte zu allen drei Vorlagen die Nein-Parole beschlossen.

**Keine Einheitlichkeit beim Schutz vor Passivrauchen**

**Klares Ja zur Jugendmusikförderung (72,7 Prozent Ja-Stimmen),**

**klares Nein zur Volksinitiative «Schutz vor Passivrauchen» (66 Prozent Nein-Stimmen) und eher knappe Ablehnung (52,6 Prozent Nein-Stimmen) der Volksinitiative «Sicheres Wohnen im Alter»:** So lautete der Ausgang der Abstimmung vom 23. September 2012. Die Stimmbeteiligung belief sich auf 42,81 Prozent. Die Abstimmung fiel ausser bei der Initiative «Schutz vor Passivrauchen» im Sinne von Travail.Suisse aus. Travail.Suisse hätte sich in Sachen Passivrauchen einen einheitlicheren und umfassenderen Schutz gewünscht.

**Unbestrittene Vorlage**

**Nachdem das Referendum gegen die Steuerabkommen mit Deutschland, Österreich und Grossbritannien nicht zustande gekommen war, kam am 25. November 2012 nur eine einzige Vorlage, nämlich die Änderung des Tierseuchengesetzes zur Abstimmung.** Bei einer tiefen Stimmbeteiligung von 26,9 Prozent wurde dieses Gesetz mit 68,3 Prozent Ja-Stimmen überaus deutlich angenommen.

## Après la mise au point des positions vient la médiatisation

### Conférences de presse sur les vacances, la formation de rattrapage et les congés parentaux...

En lieu le 13 janvier et marquait le démarrage de la campagne en faveur de l'initiative «6 semaines de vacances pour tous». Epaulée par d'autres organisations soutenant l'initiative, Travail.Suisse a exposé une fois de plus les arguments qui parlent en faveur d'une extension de la durée des vacances.

Le 3 avril 2012, Travail.Suisse a présenté une étude menée par la Haute Ecole spécialisée bernoise afin de mettre en évidence le nombre de travailleurs et travailleuses sans formation initiale en Suisse réellement aptes à suivre une formation de rattrapage sanctionnée par un diplôme. **Chaque diplôme, quel qu'il soit, améliore durablement la qualité de vie de la personne concernée et contribue à réduire les coûts qu'engendre pour la société l'absence de formation professionnelle.**

Travail.Suisse a consacré la conférence de presse du 24 mai 2012 aux résultats issus de la plus récente enquête sur les congés parentaux. Les grandes entreprises, les administrations cantonales et celles des villes sont de plus en plus nombreuses à se rendre compte que les congés parentaux peuvent grandement contribuer à un juste équilibre entre la famille et le travail. Pour que tous les parents puissent bénéficier de tels congés, il faut mettre en place des solutions légales. Des motions ont été soumises au Parlement fédéral à ce sujet. La conseillère nationale PS Valérie

En 2012, Travail.Suisse a invité huit fois les médias à une conférence de presse. La première a

Carrard Piller et le conseiller national PDC Marco Romano ont présenté leurs interventions parlementaires à la conférence de presse de Travail.Suisse.

### ... sur les salaires des managers et ceux des travailleurs et travailleuses...

Comme précédemment, Travail.Suisse a mené une étude en 2012 sur les salaires des managers. Les résultats ont été présentés aux médias le 25 juin 2012. Il ressort de cette étude que l'écart salarial a diminué dans de nombreuses entreprises au cours de l'année comptable 2011, mais en jetant un regard sur la dernière décennie, on constate que l'écart entre le salaire le plus élevé et le salaire le plus bas s'est démesurément creusé.

Comme d'habitude au début du mois d'août, Travail.Suisse a présenté avec les organisations membres Syna, Hotel & Gastro Union et transfair les exigences salariales pour 2013. Toutes les organisations présentes s'accordaient à dire que «les travailleurs et travailleuses méritent des hausses de salaires», d'autant plus qu'au cours des années d'insécurité induite par la crise de la dette et celle de l'euro, les travailleurs et travailleuses ont fourni un travail énorme.

**Suffisantes, voire satisfaisantes: c'est le constat qu'ont fait Travail.Suisse, Syna, Hotel & Gastro Union et transfair en décembre au vu des améliorations salariales obtenues.** Les accords ont porté sur des augmentations de salaires allant de 0.7 à 2 pour cent (alors que le renchérissement négatif était de 0.7 pour cent). Mais les organisations ont considéré les résultats comme décevants et

stériles en ce qui concerne les salaires des femmes et les salaires minimaux.

### ... sur le 2e pilier et la politique fiscale

Le 18 octobre 2012, Travail.Suisse a mis le doigt sur les centaines de millions de francs que les compagnies d'assurances ont de nouveau engrangé en 2011 dans le 2e pilier, sur le dos des assurés. Travail.Suisse a souligné le fait qu'elle ne va avaliser les réformes envisagées dans le 2e pilier que lorsque ces flux d'argent en faveur de l'industrie des assurances seront enfin endigués.

Au cours de la conférence de presse du 20 novembre 2012, Travail.Suisse a présenté aux médias un document de position sur la politique fiscale et financière. **Le message central de ce document dit que l'ère des baisses d'impôts est révolue, étant donné que les pouvoirs publics vont devoir procéder à des investissements conséquents en raison de l'évolution démographique.**

### Nouveau: édition spéciale du Service médias

Au cours de l'année 2012, Travail.Suisse a également fourni aux médias, par l'intermédiaire de son Service médias, des positions de principe sur les thèmes d'actualité. Quatre éditions spéciales sont venu s'ajouter aux 18 éditions habituelles. Une édition spéciale donne une perspective de la session des Chambres fédérales. Travail.Suisse a en outre pris position dans 60 communiqués sur des sujets d'actualité.

## Nach der Erarbeitung der Positionen folgt die Verbreitung

### Medienkonferenzen zu den Themen Ferien, Nachholbildung und Elternurlaube...

2012 hat Travail.Suisse die Medien zu insgesamt acht Konferenzen eingeladen. Am 13. Januar fand die Medienkonferenz zum Start der

Kampagne zur Initiative «6 Wochen Ferien für alle» statt. Gemeinsam mit anderen Organisationen, die die Initiative unterstützten, erläuterte Travail.Suisse nochmals die Gründe, die für eine Ausweitung des Ferienanspruchs sprechen.

Am 3. April 2012 präsentierte Travail.Suisse eine Studie der Berner Fachhochschule. Diese Studie zeigt auf, wieviele Arbeitnehmende ohne Ausbildung in der Schweiz gute bis sehr gute Voraussetzungen aufweisen für einen nachträglichen Bildungsabschluss. **Jeder Bildungsabschluss verbessert nicht nur die Lebensqualität der Betroffenen nachhaltig, sondern trägt auch dazu bei, die gesellschaftlichen Kosten, die sich aus der Ausbildungslosigkeit ergeben, zu reduzieren.**

Anlässlich der Medienkonferenz vom 24. Mai 2012 stellte Travail.Suisse die Ergebnisse der neusten Untersuchung zu den Elternurlaube vor. Vor allem grössere Unternehmen, kantonale und städtische Verwaltungen sind sich zunehmend bewusst, dass Elternurlaube einen wichtigen Beitrag zur besseren Vereinbarkeit von Familie und Beruf leisten können. Damit alle Eltern von solchen Urlaube profitieren können, braucht es indessen gesetzliche Lösungen. Entsprechende Vorstösse sind im eidgenössischen Parlament eingereicht worden. SP-Nationalrätin Valérie Carrard Piller und CVP-Nationalrat Marco

Romano stellten an der Medienkonferenz von Travail.Suisse ihre Vorstösse vor.

### ... zu den Löhnen der Manager und der Arbeitnehmenden...

Auch 2012 hat Travail.Suisse die Studie zu den Managerlöhnen durchgeführt. Am 25. Juni 2012 wurden die Resultate den Medien

vorgelegt. Die Untersuchung 2012 hat gezeigt, dass sich die Lohnschere im Geschäftsjahr 2011 zwar in zahlreichen Firmen geschlossen hat. Über die letzten zehn Jahre gesehen hat sich der Unterschied zwischen höchstem und tiefstem Lohn in einem Unternehmen indes massiv vergrössert.

Anfang August hat Travail.Suisse wie üblich gemeinsam mit den Mitgliedsverbänden Syna, Hotel & Gastro Union und transfair die Lohnforderungen für 2013 präsentiert. «Die Arbeitnehmenden haben Lohnerhöhungen verdient», waren sich alle teilnehmenden Verbände einig. Dies nicht zuletzt weil die Arbeitnehmenden in den wegen der Schulden- und Eurokrise von Unsicherheit geprägten Jahre enormen Einsatz geleistet haben.

**Genügend bis zufriedenstellend: Diese Bilanz zogen Travail.Suisse, Syna, Hotel & Gastro Union und transfair im Dezember bezüglich der erreichten Lohnverbesserungen.** Die Lohnabschlüsse beliefen sich auf 0.7 bis 2 Prozent (bei einer Negativsteuerung von 0.7 Prozent). Als unergiebig und enttäuschend beurteilten die Verbände allerdings die Resultate bei den Frauen- und Mindestlöhnen.

### ... zur 2. Säule und zur Steuerpolitik

Am 18. Oktober 2012 legte Travail.Suisse dar, dass die Versicherungsgesellschaften 2011 in der 2. Säule erneut mehrere

hundert Millionen Franken auf Kosten der Versicherten abgezogen haben, und unterstrich bei dieser Gelegenheit, dass Travail.Suisse nur auf Reformschritte in der 2. Säule eintreten wird, wenn die grossen Abflüsse zugunsten der Versicherungsindustrie endlich reduziert werden.

An der Konferenz vom 20. November 2012 schliesslich stellte Travail.Suisse den Medien ein Positionspapier zur Steuer- und Finanzpolitik vor. Hauptaussage dieses Dokuments ist, **dass die Zeit der Steuersenkungen definitiv zu Ende geht, da die öffentliche Hand aufgrund der demografischen Entwicklung hohe Investitionen wird tätigen müssen.**

### Neu: Sonderausgabe des Medienservice

Travail.Suisse bediente die Medien auch im Berichtsjahr im Rahmen des Medienservices mit aktuellen Grundsatzpositionen. Zu den 18

ordentlichen Ausgaben kamen vier Sonderausgaben, die sich jeweils einer Vorschau auf die Session der eidgenössischen Räte widmeten. In rund 60 Communiqués nahm Travail.Suisse zudem Stellung zu tagesaktuellen Geschäften.

## Une année de transition et de nombreux défis à relever

### ARC comble les lacunes

Les travailleurs et travailleuses doivent répondre quotidiennement à de nombreuses attentes. Il est évident qu'il leur arrive parfois de se heurter à leur manque de connaissances ou de se rendre compte qu'il leur manque des compétences dans certains domaines. Une des tâches de l'institut de formation pour les travailleurs et travailleuses ARC est de les aider à combler les lacunes. Chaque année, l'institut met sur pied un programme adéquat et varié. En 2012, il était placé sous la devise «ARC comble les lacunes» en 2012.

### De grands changements parmi le personnel

**75 cours s'étalant sur 119 journées ont été donnés en 2012.** Cela représente une légère baisse par rapport aux années précédentes, due au fait que l'année 2012 a été une année de transition. Des changements parmi le personnel ont eu lieu en Suisse alémanique, en Suisse romande et en Valais.

En milieu d'année, Sylvie Egloff est devenue la nouvelle coordinatrice pour la Suisse romande. Son entrée en fonction a été abrupte car, suite à une absence pour cause de maladie d'une collaboratrice, elle a dû prendre en charge les tâches administratives en plus de l'élaboration du nouveau programme annuel. En Suisse alémanique, il a fallu remplacer Maja Tanner qui avait planifié depuis longtemps un voyage à l'étranger. Elle s'est occupée à la perfection,

pendant trois ans, de l'administration et, très créative, a injecté de nombreuses idées. Aline Meyer, engagée pour la remplacer, s'est rapidement familiarisée avec son nouveau travail et a assuré une transition impeccable.

En Valais, Gabrielle Dussex est devenue la responsable du travail de formation d'ARC Valais, succédant à Bertrand Zufferey qui, pendant de longues années a contribué à la bonne marche de l'ARC.

### Une qualité inaltérée

En 2012 aussi, ARC peut être pleinement satisfait de l'évaluation. Avec une notation

de 5.64 sur 6, elle a clairement dépassé l'objectif que nous avons fixé à 5.5 sur 6 et a atteint quasi le même niveau que l'an passé, à 0.01 point près.

### Le partenariat social, un thème central

Conjointement avec l'engagement de Sylvie Egloff, le cahier des charges de la coordinatrice pour la Suisse romande a été modifié. Elle devra désormais rassembler de la documentation exhaustive sur le partenariat social en Suisse dans le but d'améliorer le travail de formation dans ce domaine.

### Lorsqu'il est question de retraite...

Jamais auparavant, le nombre de personnes atteignant

l'âge de la retraite n'aura été aussi grand qu'au cours de ces prochaines années. ARC a mis sur pied un groupe de travail chargé de cerner les prestations qu'ARC doit proposer à ce groupe cible.



## Ein Übergangsjahr mit vielen Herausforderungen

### ARC hilft Löcher stopfen

Arbeitnehmende sind tagtäglich mit grossen Erwartungen konfrontiert. Da ist es selbstverständlich, dass sie hie und da auf persönliche Wissenslücken stossen oder merken, dass es ihnen in bestimmten Bereichen an Kompetenzen mangelt. Eine der Aufgaben des Bildungsinstitutes für Arbeitnehmende ARC ist es, beim notwendigen «Löcherstopfen» zu helfen. Dazu stellt ARC jedes Jahr ein vielfältiges Bildungsprogramm zusammen. 2012 stand es unter dem Motto «ARC hilft Löcher stopfen».

### Grosse personelle Veränderungen

**Im Berichtsjahr wurden insgesamt 75 Kurse an 119 Kurstagen durchgeführt. Das ist ein leichter Rückgang**

**im Vergleich zu den vorherigen Jahren.** Dieser Rückgang ist darauf zurückzuführen, dass 2012 ein Übergangsjahr war. Sowohl in der Deutschschweiz, der Westschweiz wie auch im Wallis hat ARC personelle Veränderungen erfahren.

In der Westschweiz konnte auf Mitte Jahr neu Sylvie Egloff als Koordinatorin gewonnen werden. Sie musste steil in ihre Arbeit einsteigen, da sie durch eine krankheitsbedingte Abwesenheit einer Mitarbeiterin neben der Entwicklung des neuen Jahresprogramms auch die Aufgaben der Administration übernehmen musste. In der Deutschschweiz musste Maja Tanner ersetzt werden, welche die schon länger geplante Auslandsreise antrat. Sie hat während drei

Jahren souverän die Administration von ARC erledigt und viele kreative Ideen eingebracht. An ihrer Stelle konnte Aline Meyer angestellt werden, die rasch in ihre neue Arbeit hineingewachsen ist und für einen reibungslosen Übergang sorgte.

Im Wallis übernahm Gabrielle Dussex die Verantwortung für die Bildungsarbeit von ARC Valais. Sie trat die Nachfolge von Bertrand Zufferey an, der während Jahren die Geschicke von ARC mitbestimmte.

### Qualität stimmte auch 2012

Mit der Evaluation kann ARC auch 2012 voll zufrieden sein. Mit einer durchschnittlichen Benotung von 5.64 von 6 lag sie klar über den von uns definierten Benchmark von 5.5 von 6 und erreichte bis auf 0.01 Punkte das gleiche Niveau wie letztes Jahr.

### Schwerpunktthema Sozialpartnerschaft

Mit der Anstellung von Sylvie Egloff wurde auch das Pflichtenheft der Koordinatorin der Westschweiz geändert. Neu soll sie im Rahmen ihrer Arbeit eine breite Dokumentation über die Sozialpartnerschaft in der Schweiz aufbauen, um die Bildungsarbeit in diesem Bereich zu verbessern.

### Pensionierungsfragen

In den nächsten Jahren gehen so viele Personen in die Pensionierung wie nie zuvor. ARC hat eine Arbeitsgruppe eingesetzt, welche die Fragen zu klären hat, welche Dienstleistungen ARC in den nächsten Jahren für diese Zielgruppe anbieten soll.

## Nouvelle stratégie et nouveau programme

### Stratégie 2012-2016 et programme «Travail en dignité» 2013-2016

2012 a été pour Brücke • Le pont une année très importante et décisive, marquée par les négociations avec la DDC. Brücke • Le pont

a mis au point une nouvelle stratégie et un nouveau programme. Ils continuent sur la lancée de Brücke • Le pont, car l'orientation stratégique de Brücke • Le pont et la division en trois volets du programme de développement «Travail en dignité» ont fait leurs preuves. Compétences professionnelles, création de revenus et droits du travail restent les éléments clés du programme de développement. A côté du travail en Afrique et en Amérique latine, l'information et la sensibilisation en Suisse à la politique de développement représentent notre deuxième mission centrale.



### Négociations avec la DDC

Comme toutes les œuvres d'entraide, Brücke • Le pont a dû négocier un nouveau contrat avec la DDC et prouver ses qualités. Les âpres

négociations se sont révélées positives: la DDC va soutenir Brücke • Le pont en 2013 et 2014 chaque fois à hauteur de 1,2 millions de francs. Cela correspond à une augmentation de 37 pour cent. Quant au montant qui sera accordé ces prochaines années, on ne le connaît pas encore. Le soutien de la DDC est cependant associé à une condition: Brücke • Le pont doit trouver chaque année 2 millions de francs de dons. Une tâche qui n'est pas facile. Le soutien de Travail.Suisse est donc précieux.

### Programme de développement en Afrique et en Amérique latine

Les 35 projets mis sur pied sont sur une bonne voie. Brücke • Le pont est constamment

en contact avec les organisations partenaires du Sud qui lui font parvenir régulièrement des rapports, décomptes et révisions des finances. Une fois par année, les responsables du programme se rendent sur place afin d'être en contact direct avec les gens. En 2012, des projets ont été bouclés ce qui a permis de faire démarrer d'autres projets. Le projet Kponno au Togo est nouveau. Le sorgho, une céréale, est au centre de ce projet. Il augmente les revenus des petits paysans, boulangères et vendeuses et contribue à ce que la population ait une alimentation saine.

### Campagne Droit sans frontières

Brücke • Le pont est associé à la campagne «Droit sans frontières». Elle demande au Parlement d'élaborer des lois obligeant les multinationales qui ont leur siège en Suisse à prendre des mesures pour éviter les atteintes aux droits humains et à l'environnement dans le monde entier. Ces lois s'imposent, compte tenu des nombreuses violations des droits humains et catastrophes naturelles qui ont suscité un scandale. Brücke • Le pont a sensibilisé sa base à l'Assemblée des Délégués 2012 et, grâce à plusieurs articles, a pu persuader Syna de prendre part à la campagne et récolter des signatures pour la pétition.

### Informations dans des magazines et sur le site Web

En 2012, Brücke • Le pont a de nouveau pu publier quelques articles grâce au Service médias de Travail.Suisse, dans les magazines de Syna et transfair ainsi que dans le Limmatpost, p.ex. sur la formation professionnelle, la campagne «Droit sans frontières» et sur un projet de communication au Brésil. Notre site Web donne constamment des informations sur nos activités en lien avec nos projets et en Suisse. En outre, des produits issus du commerce équitable sont en vente dans notre shop. Jetez un coup d'œil sur: [www.bruecke-lepont.ch](http://www.bruecke-lepont.ch)

### Un grand merci!

**Nous remercions de tout cœur les membres de Travail.Suisse qui ont soutenu nos projets avec des dons et des actions.**

## Neue Strategie und neues Programm

### Strategie 2012-2016 und Programm «Arbeit in Würde» 2013-2016

2012 war für Brücke • Le pont ein sehr wichtiges, entscheidendes Jahr,

geprägt von den Verhandlungen mit der DEZA. Brücke • Le pont erarbeitete 2012 eine neue Strategie und ein neues Programm. Sie setzen die bisherige Linie von Brücke • Le pont fort, denn die strategische Ausrichtung von Brücke • Le pont sowie die Aufteilung des Entwicklungsprogramms «Arbeit in Würde» in drei Schwerpunkte haben sich bewährt. Berufliche Kompetenzen, Einkommen und Arbeitsrechte bleiben die Schwerpunkte des Entwicklungsprogramms. Nebst der Arbeit in Afrika und Lateinamerika bilden Information und entwicklungspolitische Sensibilisierung in der Schweiz unsere zweite Kernaufgabe.

### Verhandlungen mit der DEZA

Wie alle Hilfswerke musste Brücke • Le pont mit der DEZA einen neuen Vertrag aushandeln und dabei seine Qualitäten beweisen. Die anspruchsvollen Verhandlungen haben sich gelohnt: Die DEZA wird Brücke • Le pont 2013 und 2014 mit je 1,2 Millionen unterstützen. Das entspricht einer Steigerung von 37 Prozent. Für die weiteren Jahre ist der Betrag noch offen. Die Unterstützung der DEZA ist aber an die Bedingung geknüpft, dass Brücke • Le pont jedes Jahr 2 Millionen an Spendengeldern einnimmt, was nicht einfach zu erreichen ist. Die Unterstützung durch Travail.Suisse ist also weiterhin sehr wichtig.

### Entwicklungsarbeit in Afrika und Lateinamerika

Die rund 35 Projekte sind gut unterwegs. Brücke • Le pont ist mit den Partnerorganisationen im Süden in ständigem Kontakt und

bekommt regelmässig die Berichte, Abrechnungen und Finanzrevisionen. Einmal im Jahr besuchen die Programmverantwortlichen die Projekte, um mit den Leuten direkt zu sprechen. 2012 konnten wieder Projekte abgeschlossen und dafür neue Projekte gestartet werden. Neu ist z.B. das Projekt Kponno in Togo, welches das Getreide Sorghum fördert. Es erhöht die Einnahmen von Kleinbauern, Bäckerinnen und Verkäuferinnen. Und es trägt dazu bei, dass die Bevölkerung eine gesunde Ernährung hat.

### Kampagne Recht ohne Grenzen

Brücke • Le pont ist Mitglied der Kampagne «Recht ohne Grenzen». Sie fordert vom Parlament Gesetze, welche

die multinationalen Konzerne mit Sitz in der Schweiz verpflichten, sich weltweit an die Menschenrechte und an ökologische Standards zu halten. Zahlreiche Skandale von Menschenrechtsverletzungen und Umweltkatastrophen zeigen, dass solche Gesetze nötig sind. Brücke • Le pont sensibilisierte ihre Basis an der Delegiertenversammlung 2012 sowie mit mehreren Artikeln, konnte Syna für die Teilnahme an der Kampagne gewinnen und sammelte Unterschriften für die Petition.

### Informationen in Magazinen und auf der Webseite

2012 durfte Brücke • Le pont wiederum einige Artikel im Medienservice von Travail.Suisse, in den Magazinen von Syna und transfair sowie in der

Limmatpost publizieren, z.B. über Berufsbildung, die Kampagne «Recht ohne Grenzen» und ein Kommunikationsprojekt in Brasilien. Unsere Webseite informiert ständig über unsere Aktivitäten in den Projekten und in der Schweiz. Im Shop finden sich auch die Produkte aus dem Fairen Handel, die wir verkaufen. Schauen Sie rein: [www.bruecke-lepont.ch](http://www.bruecke-lepont.ch)

### Herzlichen Dank!

**Allen Mitgliedern von Travail.Suisse, die mit Spenden und Aktionen unsere Projekte unterstützt haben, danken wir ganz herzlich.**

# Représentations de Travail.Suisse

## Politique du marché de travail

### Commission fédérale pour la politique économique

Martin Flügel

### Commission tripartite fédérale mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes

Susanne Blank et Stefan Unternährer

### Commission fédérale de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage

Susanne Blank, Arno Kerst et Benno Vogler

### Commission fédérale du travail

Catherine Gehri et Arno Kerst

### Commission fédérale de conciliation en matière de conflits collectifs de travail

Marisole Bugnon et Stefan Unternährer

### Commission de la statistique fédérale

Denis Torche

## Politique sociale

### Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

Matthias Kuert Killer

### Commission fédérale de la prévoyance professionnelle

Matthias Kuert Killer et Kurt Regotz

### Caisse supplétive LPP, Conseil de fondation

Martin Flügel et Kurt Rüttimann

### Fondation Fonds de garantie LPP, Conseil de fondation

Matthias Kuert Killer

### Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents Suva, conseil d'administration

Susanne Blank, Hugo Gerber, Urs Masshardt, Kurt Regotz, Stefan Studer

### Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail

Eric Favre

### Fonds de compensation de l'AVS, conseil d'administration

Martin Flügel

### Pro Familia Suisse

Valérie Borioli Sandoz

## Politique de l'égalité

### Commission fédérale pour les questions féminines

Valérie Borioli Sandoz

## Politique des étrangers

### Commission fédérale pour les questions de migration

Denis Torche

## Politique de la formation

### Commission fédérale pour la formation professionnelle

Bruno Weber-Gobet

### Commission fédérale des hautes écoles spécialisées

Franz Baumberger et Bruno Weber-Gobet

### Fédération suisse pour la formation continue FSEA, comité

Bruno Weber-Gobet

## Politique extérieure

### Commission tripartite fédérale pour les affaires de l'OIT

Denis Torche

### Comité exécutif de la Confédération Européenne des Syndicats (CES)

Martin Flügel et Denis Torche

### Commission d'experts douaniers

Susanne Blank

### Comité exécutif AELE

Jean-Pierre Monti († avril 2012) et Kurt Regotz (à partir de mai 2012)

# Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen

## Arbeitsmarktpolitik

**Eidgenössische Kommission für  
Wirtschaftspolitik**  
Martin Flügel

**Eidgenössische tripartite Kommission  
Begleitmassnahmen Personenfreizügigkeit**  
Susanne Blank und Stefan Unternährer

**Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds  
der Arbeitslosenversicherung**  
Susanne Blank, Arno Kerst und Benno Vogler

**Eidgenössische Arbeitskommission**  
Catherine Gehri und Arno Kerst

**Eidgenössische Einigungsstelle zur Beilegung  
von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten**  
Marisole Bugnon und Stefan Unternährer

**Eidgenössische Kommission für Bundesstatistik**  
Denis Torche

## Gleichstellungspolitik

**Eidgenössische Kommission für Frauenfragen**  
Valérie Borioli Sandoz

## Ausländerpolitik

**Eidgenössische Kommission für  
Migrationsfragen**  
Denis Torche

## Sozialpolitik

**Eidgenössische Kommission für die Alters-,  
Hinterlassenen- und Invalidenversicherung**  
Matthias Kuert Killer

**Eidgenössische Kommission für die berufliche  
Vorsorge**  
Matthias Kuert Killer und Kurt Regotz

**Auffangeinrichtung BVG, Stiftungsrat**  
Martin Flügel und Kurt Rüttimann

**Sicherheitsfonds BVG, Stiftungsrat**  
Matthias Kuert Killer

**Verwaltungsrat der Schweizerischen  
Unfallversicherungsanstalt Suva**  
Susanne Blank, Hugo Gerber, Urs Masshardt, Kurt  
Regotz, Stefan Studer

**Eidgenössische Kommission für  
Arbeitssicherheit**  
Eric Favre

**Verwaltungsrat des Ausgleichsfonds der Alters-  
und Hinterlassenenversicherung AHV**  
Martin Flügel

**Pro Familia Schweiz**  
Valérie Borioli Sandoz

## Bildungspolitik

**Eidgenössische Berufsbildungskommission**  
Bruno Weber-Gobet

**Eidgenössische Fachhochschulkommission**  
Franz Baumberger und Bruno Weber-Gobet

**Vorstand Schweizerischer Verband für  
Erwachsenenbildung SVEB**  
Bruno Weber-Gobet

**Forum Weiterbildung**  
Bruno Weber-Gobet

## Aussenpolitik

**Eidgenössische tripartite Kommission für  
IAO-Angelegenheiten**  
Denis Torche

**Exekutivausschuss des Europäischen  
Gewerkschaftsbundes EGB**  
Martin Flügel und Denis Torche

**Zollexpertenkommission**  
Susanne Blank

**EFTA-Konsultativausschuss**  
Jean-Pierre Monti († April 2012) und Kurt Regotz (ab  
Mai 2012)

## Effectif des membres des organisations affiliées

Effectif des membres le 1er janvier 2012

<b>Syna</b>	60 097
<b>Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST</b>	39 580
<b>Employés Suisse</b>	21 353
<b>Hotel &amp; Gastro Union</b>	22 380
<b>transfair</b>	12 265
<b>Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV</b>	6 174
<b>Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses hes-ch</b>	1 183
<b>Association romande des logopédistes diplômés ARLD</b>	841
<b>Association du personnel fedpol</b>	285
<b>Employés Droguistes Suisse</b>	212
<b>Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es en Suisse VUCAS</b>	152
<b>Total</b>	<b>164 522</b>

## Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen

Mitgliederbestand per 1. Januar 2012

Syna	60097
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	39580
Angestellte Schweiz	21353
Hotel & Gastro Union	22380
transfair	12265
Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV	6174
Schweizerischer Verband der Fachhochschuldozierenden fh-ch	1183
Association romande des logopédistes diplômés ARLD	841
Personalverband fedpol	285
Angestellte Drogisten Suisse	212
Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS	152
Total	164522

# Adresses

## Secrétariat central

### Travail.Suisse

Hopfenweg 21, case postale 5775, 3001 Berne  
tél. 031/370.21.11 fax. 031/370.21.09  
e-mail: info@travailsuisse.ch  
www.travailsuisse.ch

## Organisations affiliées

### Syna

Römerstrasse 7, case postale, 4601 Olten  
tél. 044/279.71.71 fax. 044/279.71.72  
e-mail: info@syna.ch  
www.syna.ch

### Employés Suisse (jusqu'au 31.12.12)

Rigiplatz 1, case postale, 8033 Zurich  
tél. 044/360.11.11 fax. 044/360.11.12  
e-mail: info@angestellte.ch  
www.angestellte.ch

### Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,  
case postale 3027, 6002 Lucerne  
tél. 041/418.22.22 fax. 041/412.03.72  
e-mail: info@hotelgastrounion.ch  
www.hotelgastrounion.ch

### transfair

Hopfenweg 21, case postale, 3000 Berne 14  
tél. 031/370.21.21 fax. 031/370.21.31  
e-mail: zentralsekretariat@transfair.ch  
www.transfair.ch

### Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV

Av. des Mayennets 29,  
case postale 1272, 1951 Sion  
tél. 027/327.34.56 fax. 027/327.34.59  
e-mail: info@sciv.ch  
www.sciv.ch

### Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano  
tél. 091/921.15.51 fax. 091/923.53.65  
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.com  
www.ocst.com

### Association des Professeurs des Hautes écoles spécialisées hes-ch

c/o Denise Martin, secrétaire générale,  
Hofmatt 42, 5112 Thalheim  
tél. 056/443.06.03 fax. 056/443.06.04  
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch  
www.fh-ch.ch

### Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Économie Électrique

3000 Berne  
tél. 0844/873.873 (4ct/minute)  
fax. 071/757.94.59  
e-mail: info@vpe.ch  
www.vpe.ch

### Association romande des logopédistes diplômés ARLD

Schlössli 7  
2512 Tüscherz  
tél. 032/322.88.42 fax. 032/322.88.43  
e-mail: michele.kaufmann@arld.ch  
www.arld.ch

### Association du personnel fedpol

c/o Office fédéral de la police  
Nussbaumstrasse 29  
3003 Berne

### Employés Droguistes Suisse

Gerbergasse 26, case postale 644, 4001 Bâle  
tél. 061/261.45.45  
fax. 061/261.46.14  
e-mail: info@drogisten.org  
www.drogisten.org

### Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es en Suisse VUCAS

case postale 4132, 8022 Zurich  
tél. 044/720.81.45

## Autres adresses

### Institut de formation ARC

Hopfenweg 21, case postale 5775, 3001 Berne  
tél. 031/370.21.11 fax. 031/370.21.09  
e-mail: arc@travailsuisse.ch  
www.formation-arc.ch

### Brücke • Le pont

Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg  
tél. 026/425.51.51 fax. 026/425.51.50  
e-mail: info@bruecke-lepont.ch  
www.bruecke-lepont.ch



# Adressen

## Geschäftsstelle

### Travail.Suisse

Hopfenweg 21, Postfach 5775, 3001 Bern  
Tel. 031/370.21.11 Fax. 031/370.21.09  
e-mail: info@travailsuisse.ch  
Homepage: www.travailsuisse.ch

## Mitgliedsorganisationen

### Syna

Römerstrasse 7, Postfach, 4601 Olten  
Tel. 044/279.71.71 Fax. 044/279.71.72  
e-mail: info@syna.ch  
www.syna.ch

### Angestellte Schweiz (bis 31.12.12)

Rigiplatz 1, Postfach, 8033 Zürich  
Tel. 044/360.11.11 Fax. 044/360.11.12  
e-mail: info@angestellte.ch  
www.angestellte.ch

### Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,  
Postfach 3027, 6002 Luzern  
Tel. 041/418.22.22 Fax. 041/412.03.72  
e-mail: info@hotelgastrounion.ch  
www.hotelgastrounion.ch

### transfair

Hopfenweg 21, Postfach, 3000 Bern 14  
Tel. 031/370.21.21 Fax. 031/370.21.31  
e-mail: zentralsekretariat@transfair.ch  
www.transfair.ch

### Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV

Avenue des Mayennets 29,  
case postale 1272, 1951 Sion  
Tel. 027/327.34.56 Fax. 027/327.34.59  
e-mail: info@sciv.ch  
www.sciv.ch

### Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano  
Tel. 091/921.15.51 Fax. 091/923.53.65  
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.com  
www.ocst.com

### Schweizerischer Verband der Fachhochschuldozierenden fh-ch

c/o Denise Martin, Geschäftsleiterin,  
Hofmatt 42, 5112 Thalheim  
Tel. 056/443.06.03 Fax. 056/443.06.04  
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch  
www.fh-ch.ch

### Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE

3003 Bern  
Tel. 0844/873.873 (4 Rp/Minute)  
Fax. 071/757.94.59  
e-mail: info@vpe.ch  
www.vpe.ch

### Association romande des logopédistes diplômés ARLD

Secrétariat général  
Schlössli 7, 2512 Tüscherz  
Tel. 032/322.88.42 Fax. 032/322.88.43  
e-mail: michele.kaufmann@arld.ch  
www.arld.ch

### Personalverband fedpol

c/o Bundesamt für Polizei  
Nussbaumstrasse 29  
3003 Bern

### Angestellte Drogisten Suisse

Gerbergasse 26, Postfach 644, 4001 Basel  
Tel. 061/261.45.45  
Fax. 061/261.46.18  
e-mail: info@drogisten.org  
www.drogisten.org

### Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS

Postfach 4132, 8022 Zürich  
Tel. 044/720.81.45

## Weitere Adressen

### Bildungsinstitut ARC

Hopfenweg 21, Postfach 5775, 3001 Bern  
Tel. 031/370.21.11 Fax. 031/370.21.09  
e-mail: arc@travailsuisse.ch  
www.formation-arc.ch

### Brücke • Le pont

Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg  
Tel. 026/424.51.51 Fax. 026/425.51.50  
e-mail: info@bruecke-lepont.ch  
www.bruecke-lepont.ch

Konzept und Gestaltung: [www.muellerluetolf.ch](http://www.muellerluetolf.ch)  
Fotos/photos: S./p. 10-13  
Marco Zanoni, Severin Nowacki  
S./p. 19, 25, 32, 33, 35  
Severin Nowacki  
S./p. 42  
Brücke • Le pont



**Travail.Suisse**

---

Hopfenweg 21  
PF/CP 5775  
CH-3001 Bern  
T 031 370 21 11  
[info@travailsuisse.ch](mailto:info@travailsuisse.ch)  
[www.travailsuisse.ch](http://www.travailsuisse.ch)